

# l'école

démocratique

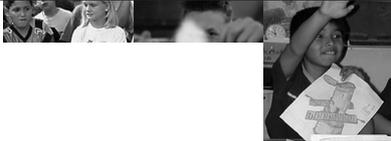
Publication trimestrielle de l'Appel pour une école démocratique (Aped) • N°31, septembre 2007 • 3 euros



## Sommaire

DOSSIER / LA VIOLENCE: CAUSES ET PISTES	PAGE 4
FLANDRE: LES PLANS DE VANDENBROUCKE/NOUVEAU FINANCEMENT	PAGE 11
FRANÇOIS HOUTART/INTERVIEW SUR L'EQUITE DANS L'ENSEIGNEMENT	PAGE 17
BRUXELLES, 20 OCTOBRE-6 HEURES POUR L'ECOLE DEMOCRATIQUE	PAGE 24
BREVES	PAGE 26
LIRE: DE STEINBECK A MORDILLAT	PAGE 28

*François Houtart: «C'est le devoir des chrétiens de soutenir la fusion des réseaux pour créer plus de justice sociale!»*



# l'école démocratique

**Avenue des Volontaires 103, Bte 6  
B-1160 Bruxelles**

**Tél.: +32 (02) 735 21 29**

**Courriel: [aped@ecoledemocratique.org](mailto:aped@ecoledemocratique.org)**

**Site: [www.ecoledemocratique.org](http://www.ecoledemocratique.org)**

*Une publication trimestrielle de l'Appel  
pour une école démocratique (Aped).*

*Existe également en néerlandais.*

*Comité de rédaction: Tino Delabie, Nico  
Hirtt, Jean-Pierre Kerckhofs, Philippe  
Schmetz, Hugo Van Droogenbroek.*

*Maquette et mise en page: jean-marie gilson*

## **Abonnements**

**Abonnement simple:** 10 euros

**Abonnement + affiliation:** 12 euros  
*(ou plus, selon vos moyens).*

## **Mode de paiement**

**Belgique:** virement bancaire au compte  
000-0572257-54 de l'Aped.

**France:** nous envoyer un chèque  
au nom de Nico Hirtt.

## **Articles**

*Les articles ou propositions d'articles  
doivent nous parvenir par e-mail,  
au format RTF, OpenOffice ou Word.*

*Le Comité de rédaction se réserve le droit  
d'abrégier les articles, d'y apporter des  
corrections mineures et d'en modifier les  
titres et intertitres.*

## **Droit de copier**

*Les textes publiés ici peuvent être librement  
diffusés et reproduits par quelque moyen  
que ce soit. Nous vous prions cependant  
d'en mentionner clairement l'origine  
et d'indiquer au moins un moyen de  
contacter l'Aped (adresse, téléphone ou  
e-mail). Merci de nous faire parvenir un  
exemplaire de toute publication reprenant ou  
citant des extraits de l'École Démocratique.*



***l'Aped se bat afin que tous les jeunes  
accèdent par un enseignement public,  
gratuit et obligatoire, aux savoirs qui  
donnent force pour comprendre le monde  
et pour participer à sa transformation.  
Une farde de présentation de l'Aped,  
comprenant notre texte de base,  
est disponible sur simple demande.***



---



# ÉDITORIAL

Le test externe de lecture et de production d'écrits, réalisé en février dernier dans toutes les écoles de tous les réseaux de la Communauté française de Belgique, le confirme encore une fois : trop de jeunes éprouvent de grandes difficultés et ce sont les enfants d'origine sociale et culturelle pauvre qui sont ainsi mis à la marge. Le caractère ségrégationniste de notre système scolaire apparaît une fois de plus sous son jour le plus cru.

Les militants de l'APED continueront de se mobiliser pour la démocratisation de l'école avec la plus grande détermination.

Epinglons, parmi d'autres, quatre résolutions pour 2007-2008.

Primo, rendez-vous à Bruxelles le samedi 20 octobre pour une troisième édition des « 6 heures pour l'école démocratique » : dans une formule éprouvée, ce sera l'occasion de se retrouver entre progressistes, de s'informer, de se former, d'échanger des idées ...

Secundo, nous poursuivrons la campagne de diffusion de notre programme en 10 points, « Vers l'Ecole commune », notamment avec une enquête sur les contenus d'enseignement, dont nous reparlerons dans un prochain numéro.

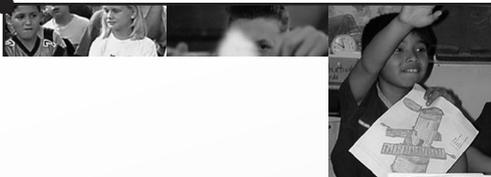
Tertio, le journal que vous tenez en main va, autant que possible, trouver un nouvel équilibre par l'instauration de rubriques récurrentes (Belgique, international, APED, pistes pédagogiques, dossier thématique, lire ...). On y annonce également le retour des brèves dont vous êtes si friands.

Enfin, nous avons décidé d'adopter une position commune sur la question lancinante du port du voile à l'école. Après une période d'information et de réflexion, nous inviterons les membres de l'APED à venir débattre de ce sujet le 19 janvier à Bruxelles. S'en suivra la publication d'un dossier dans l'Ecole démocratique.

Bonne lecture, bonne année scolaire et militante !

**Ph. Schmetz**





# **LA VIOLENCE:** **CAUSES ET PISTES**





## ***Jeunes et violence***

### ***Faire le point***

Des faits graves de violence, impliquant des jeunes, à l'école comme en dehors de celle-ci, ont défrayé la chronique l'année dernière. Certains ont fait la une des journaux pendant plusieurs jours. Des arrêts de travail ont été organisés dans la plupart des établissements secondaires. Et les émeutes des cités françaises à l'automne 2005 sont encore dans tous les esprits.

Voilà ce qui nous incite à revenir sur un sujet que Jean-Pierre Kerckhofs avait déjà traité dans un dossier publié dans l'Ecole démocratique de septembre 2001 (disponible sur le site [www.ecoledemocratique.org](http://www.ecoledemocratique.org)).

Ce petit dossier ne prétend pas faire le tour de la question. Mais il était important, à nos yeux, de réaffirmer quelques axes de notre approche du problème. Autant de pistes de réflexion et d'action qui inspireront, nous l'espérons, aussi bien les décideurs politiques que les travailleurs de terrain. Le 20 octobre prochain, dans le cadre des « 6 heures pour l'école démocratique », nous aurons l'occasion d'y travailler dans un des ateliers proposés ... et nous attendons beaucoup des apports des participants et de Carla Nagels, criminologue et militante des Droits de l'Homme.

## ***Quelle violence ? Pourquoi ? Et pourquoi l'école y fait-elle difficilement face ?***

*Le nombre d'actes de violence commis par les jeunes est-il vraiment en train d'exploser ? Ou est-ce la gravité de ceux-ci qui est de plus en plus préoccupante ? Des faits auparavant ignorés du grand public - parce qu'ils nuiraient à l'image de marque de l'école dans un contexte de quasi-marché scolaire - ne seraient-ils pas désormais (sur)médiatisés ? N'est-ce pas plu-*





## la violence: causes et pistes

*tôt les bavardages continuels, le manque d'intérêt porté à l'école et les « incivilités » quotidiennes qui plombent l'ambiance de nos établissements, bien plus que des accès de fièvre certes aigus mais assez rares ? En l'absence d'études quantitatives et qualitatives vraiment fiables en la matière, du moins en Belgique, il est parfois délicat de faire la part des choses. Nous voudrions néanmoins rappeler quelques vérités, essentielles à une époque où d'aucuns voudraient exploiter le filon de la violence pour justifier des politiques de droite extrême ... et où d'autres prétendraient tout régler par un traitement strictement psychologisant.*

### **Il y a bien un problème de violence à l'école**

La violence est réelle. Injures, menaces, bousculades, racket, bagarres, vol, chahuts, coups de couteau... Avec parfois des conséquences terribles pour celles et ceux qui en sont victimes ou témoins impuissants. Avec aussi pour conséquence un métier d'enseignant perçu comme de plus en plus pénible (même si la violence n'est pas seule responsable).

### **Il y a bien des causes liées à l'éducation et au psycho-relationnel**

On ne peut pas plus nier que des jeunes manquent du minimum d'éducation requis pour vivre en collectivité et s'y comportent en véritables « sauvages ». Ni que nombre de conflits dans l'école naissent d'une mauvaise relation entre élèves et enseignants ou éducateurs. Nous ne nierons pas ici que certains collègues constituent de vraies catastrophes ambulantes sur ce plan et portent atteinte à l'intégrité morale de leurs élèves, à force de mépris et d'irrespect. Et qu'outre ces excès, la communication est souvent déficiente au sein de la « communauté » scolaire.

### **Un contexte matériel et culturel**

Néanmoins, s'il peut être utile d'investir dans la formation des maîtres à la gestion de conflit, à l'écoute active, à la gestion du stress, etc., nous avons la conviction que les personnes et leurs comportements sont surtout le fruit du contexte matériel et culturel dans lequel ils vivent. Et que c'est donc là qu'on trouvera les explications les plus pertinentes. Interrogeons-nous sur les principaux traits de la société occidentale d'aujourd'hui et nous verrons apparaître autant d'explications des comportements que nous

fustigeons. Il est précieux également, comme le fait une Carla Nagels (voir encadré et programme des 6 heures du 20 octobre prochain), de replacer notre réflexion dans une perspective historique.

### **30 années de récession sociale**

Les Trente glorieuses sont loin derrière nous. Le chômage de masse s'est installé durablement (et pas qu'en Belgique). Les allocataires sociaux, pourtant les principales victimes de la course au profit des propriétaires et patrons d'entreprises, sont stigmatisés et poussés vers de nouvelles formes d'exploitation (boulots à temps partiel, sous-statuts précaires, contrôles renforcés ...). Dans le même temps, les services publics ont été mis à mal par des politiques d'austérité. Des politiques antisociales car on sait que la réduction des services touche d'abord les personnes les plus précaires. Bon nombre d'enfants viennent à l'école avec pour fardeau les difficultés matérielles quotidiennes vécues à la maison : logement insalubre, soins de santé déficients, détresse morale, violences familiales, etc. Dans une moindre mesure, même dans les familles de classe moyenne, la peur du chômage et la pression toujours accrue à la performance professionnelle peuvent empêcher les parents d'assumer pleinement le suivi de leurs enfants. Nous vivons dans une société de plus en plus dure et cette souffrance ne reste pas, comme par miracle, au vestiaire de l'école. Elle y entre de plein pied. Elle explique bien des sautes d'humeur et des accès de violence.

La rupture des années 70 a également entraîné une fracture dans le rapport qu'entretiennent les jeunes avec l'école. Le diplôme n'apparaît plus comme l'assurance d'un emploi choisi et d'une émancipation sociale. Du moins dans les classes populaires. Par ailleurs, la scolarité obligatoire a été portée de 14 à 18 ans (ce qui, en soi, est évidemment un progrès). Nous nous retrouvons par conséquent avec une masse de jeunes peu motivés, qui subissent l'école plus qu'ils ne la vivent. D'où une incompréhension, source de tension permanente, avec des enseignants qui tiennent à remplir leur mission consciencieusement, mais se trouvent opposés à des élèves allergiques au travail scolaire. Et qui se rebiffent.

Pensons aussi aux élèves qui cumulent handicap social et stigmatisation du fait de leur origine étrangère.

### **Un système scolaire qui accroît l'inégalité et l'injustice et concentre les difficultés dans des écoles ghettos**

Il est désormais de notoriété publique que l'enseignement belge est champion dans l'inégalité. Les jeunes les plus précaires (socialement et culturellement) s'y voient presque irrémédiablement relégués vers des filières et des établissements qui vont concentrer tous les handicaps. Des classes et des écoles ghettos où la situation est explosive. Les effets dévastateurs de la ségrégation sont renforcés par la misère structurelle des cours généraux dans ces sections.



## la violence: causes et pistes

Les jeunes, au sens propre du terme, n'ont pas les mots pour s'exprimer ni pour comprendre le discours d'autrui. Autant d'occasions de malentendus et de règlements de comptes rugueux.

### **Une société de la consommation, de l'individualisme, de la compétition et de la frime**

Le « bouillon de culture », le bain idéologique dans lequel nous vivons depuis le tournant des années 70, se caractérise par une négation -progressive mais constante- de l'intérêt collectif et de la solidarité au profit de l'hédonisme le plus cynique et de l'exaltation de la force. Cette évolution n'a rien de naturel ! Elle sert les intérêts des riches et de leur machine à produire et à exploiter. Elle est orchestrée par les marques, leur pieuvre publicitaire (en croissance exponentielle), les médias (appartenant pour la plupart à de grands groupes financiers et industriels ... et soumis à leurs annonceurs publicitaires), etc. Le cynisme et la violence disproportionnée régissent aussi les rapports internationaux (la croisade contre le terrorisme entreprise en 2001, par exemple, que l'on sait inspirée aussi par des enjeux de prédation énergétique). Ils s'étalent en long et en large au cours des journaux télévisés. Cette logique domine aussi le monde du jeu vidéo, dont nos têtes blondes sont si friandes. A leur niveau (et à celui des adultes aussi), cela débouche sur une culture du chacun pour soi, du darwinisme social (struggle for life), de l'apparence - et des marques - plutôt que de la qualité humaine et de l'intelligence, de la concurrence plutôt que de la coopération. Concrètement, il arrive que tous les moyens soient bons pour obtenir satisfaction et garder la face devant les pairs. Dans un tel contexte, ne nous étonnons pas, dans l'enceinte de l'école, d'avoir affaire à de petits coqs de combat prêts à la plus grande violence pour sauver la face devant les copains.

### **Le choc de différentes cultures de classes**

Ça peut paraître anodin, mais c'est aussi une sacrée source d'accrochages : les enseignants, dont l'écrasante majorité est issue de la classe moyenne, peuvent percevoir comme un manque de respect un code vestimentaire tout à fait banal aux yeux de leurs élèves, issus de la classe populaire (comme le port des baskets-training-casquette).

### **Des difficultés de l'école à faire face**

L'École elle-même est une des victimes des mesures d'austérité des années 80 et 90. Elle éprouve dès lors les pires difficultés à faire face à la violence des jeunes. Et elle n'est guère en mesure de se remettre en cause, quant à ses propres responsabilités. Soyons concrets : les effectifs ont été réduits (professeurs et éducateurs). Les heures de titu-

lariat, de conseil de classe et de travail d'équipe, si précieuses du temps du rénové, sont passées à la trappe depuis belle lurette. Il est devenu de plus en plus difficile d'aider les élèves en difficulté, d'accorder du temps au dialogue. Mais il y a aussi une profonde lassitude, une usure, une désillusion des personnels éducatifs, qui ont alors tendance à « fermer les yeux », à aller de petites démissions en petites démissions pour s'épargner des conflits quotidiens avec les élèves. Le libéralisme de notre système veut aussi que trop souvent des enseignants inexpérimentés soient envoyés au feu dans les classes les plus difficiles. Avec les effets que l'on imagine pour eux comme pour les jeunes.

## **Au cours, que faire ?**

*S'il est évident que l'essentiel des causes des violences des jeunes est à chercher dans le contexte où ils vivent (situation socio-économique, ségrégation, injustices, mauvais rapport à l'école, écoles et classes ghettos, société de l'individualisme et de la lutte concurrentielle, etc.), et qu'il ne faudra dès lors attendre aucune amélioration notable tant que de vigoureuses réformes progressistes n'auront pas été entreprises, il n'en reste pas moins vrai qu'il nous faut exercer notre métier d'enseignants et d'éducateurs, au quotidien, dans les meilleures conditions possible. Nous pensons que quelques modes de fonctionnement, quelques attitudes, en classe comme dans l'école, peuvent réduire sensiblement la tension et la violence (même si, nous le répétons, dans des contextes extrêmes, ils ne suffiront pas).*

Les notes qui suivent sont inspirées par une expérience de plus de 25 ans dans l'enseignement professionnel, par des échanges avec les jeunes eux-mêmes, en classe ou dans le cadre parascolaire, et par des observations de collègues. Si la réflexion qui suit est basée sur une pratique dans le professionnel, il va de soi que ces classes ne détiennent pas le monopole de la violence et que les suggestions valent pour tous les publics.

### **Exigence et respect**

Ce binôme nous semble être le fondement même de la relation pédagogique. L'enseignant doit être exigeant envers



## la violence: causes et pistes

ses élèves : ne pas l'être, c'est leur manquer de respect (même si les exercices occupationnels, faciles et ludiques, les satisfont dans un premier temps, les jeunes comprennent vite que le professeur les leur réserve parce qu'il pense qu'avec des élèves du professionnel, ce n'est pas la peine de tenter d'aller plus loin. Traduction : mépris). Afficher des exigences est un moyen, certes difficile, de manifester du respect pour ses élèves : nous voulons que tous acquièrent les armes du savoir.

Autre règle d'or : s'interdire toute forme de mépris (sur base de la nationalité, de la religion, du physique, de la classe sociale, de l'orientation sexuelle, etc.)

De son côté, l'élève peut se montrer exigeant ... et doit se montrer respectueux.

Néanmoins, nous ne plaidons pas pour une relation prétendument «égalitaire» entre enseignants et élèves. Ce serait pure hypocrisie puisque la relation pédagogique est, par nature, inégalitaire. Selon les moments, l'enseignant peut transmettre un savoir à ses élèves, ou devenir leur «guide» et «animateur» sur la voie de l'auto-construction des savoirs. Plus souvent, il est une combinaison complexe de ces deux extrêmes. Mais, en tout état de cause, il n'est jamais l'égal des élèves. Dans la relation pédagogique, les deux acteurs ont des droits et des devoirs, mais pas les mêmes. Les élèves ont le droit d'accéder aux savoirs et ils ont le devoir d'apprendre; ils ont le droit à l'explication et le droit et/ou devoir de poser des questions quand ils n'ont pas compris; ils ont le droit de vivre leur temps d'école dans des conditions matérielles et morales convenables et le devoir de respecter ces conditions pour les autres élèves et pour les professeurs; ils ont le droit et le devoir de progresser; ils ont le droit de s'exprimer et le devoir de le faire en respectant les conditions et les moments prévus; ils ont le droit au respect et le devoir de respecter les autres. Droits et devoirs ne sont pas des principes opposés, mais complémentaires.

### **Engagement et compétence**

Les jeunes respecteront d'autant plus leur enseignant que celui-ci fera preuve de compétence et d'engagement. Même si votre cours est d'un abord difficile, ils en accepteront plus volontiers les exigences s'ils vérifient que 1° vous connaissez votre sujet et vous continuez de l'approfondir (vous apportez des documents récents, vous réactualisez, etc.), et que 2° vous vous engagez, vous vous passionnez pour ce que vous enseignez et tentez de partager avec eux cette passion.

### **Enseigner comme on est**

Les élèves accordent beaucoup d'importance à la personnalité de leurs enseignants. Ils préfèrent ceux qui «sonnent juste», ceux qui sont vrais et naturels, ceux qui se montrent cohérents (discours et actes), ceux qui s'engagent dans des terrains où ils sont suffisamment à l'aise, savent se remettre en question, reconnaître leurs limites et leurs erreurs...

### **Des compétences pédagogiques**

Il va de soi qu'exposer clairement son cours, formuler des consignes limpides, remettre des documents bien structurés, choisir et mener à bien les méthodes de travail les plus appropriées aux circonstances, sont autant de compétences didactiques qui aident à construire une relation plus sereine en classe.

### **Justice**

Dans l'animation du groupe-classe comme dans l'évaluation, tenter d'être le plus juste possible est aussi une clé primordiale. D'entrée de jeu, dès la première heure de cours, fixer ses limites, expliquer le système d'évaluation, préciser les critères de notation des travaux, faire régulièrement le point avec les élèves, en toute transparence, adopter des sanctions proportionnées.

### **Humour**

Quand c'est possible, l'humour, c'est connu, permet de détendre l'atmosphère et de dédramatiser certaines situations. Il arrive qu'avec un groupe ou l'autre s'installe un véritable climat de complicité qui fera le bonheur et des jeunes et de l'enseignant.

### **Démocratie réelle**

Nous ne parlons pas ici d'une caricature de démocratie. Comme nous l'avons écrit plus haut, le rapport élèves-professeurs n'est pas égalitaire. Ce dont nous parlons, c'est d'une transparence, d'une possibilité pour les élèves de confronter leur point de vue avec celui du professeur en toute sécurité, d'une ouverture au dialogue qui peut déboucher sur des aménagements concrets ... dans la mesure du possible, d'une capacité d'écoute active de la part de l'enseignant.

### **Saine agressivité et souplesse**

Dans le contexte actuel, il nous faut être en permanence prêts à réagir «au quart de tour». Durant un cours, un incident, parfois totalement indépendant de notre volonté, peut toujours éclater.

Et nous devons faire le bon choix entre une saine agressivité (réaffirmer la loi avec fermeté, mais sans mépris) et une bonne dose de souplesse. Nous ne sommes pas toujours certains d'avoir choisi l'option la plus opportune. Seule la suite des événements permet de le mesurer et de réajuster le tir. Quand le coup est jouable, il est souvent utile de différer la décision, de se donner le temps de la réflexion, d'en reparler «à tête reposée». Ça évite de s'engager dans une impasse (tu hausses le ton, je fais de même, et ainsi de suite) à l'issue souvent violente.



## la violence: causes et pistes

### **Des réponses collectives**

Une grande force disponible et à laquelle on n'a pas assez recours : le collectif. La gestion de la violence est plus aisée dans les équipes pédagogiques bien structurées (pensons aux expériences de classes ateliers). Des conseils de classe préventifs peuvent s'avérer précieux quand on voit des élèves sur le point de dérapier. Il est regrettable, sur ce point comme tous les autres, que les mesures d'austérité des années 80 et 90 nous aient valu la disparition des heures de coordination, de conseil de classe et de titulariat, et une réduction de l'encadrement. Et que l'alourdissement progressif du métier nous laisse de moins en moins de temps et d'énergie pour rencontrer nos élèves en dehors des cours. Mais c'est une autre histoire, traitée dans un autre article.

## **Le programme de l'APED et la violence**

*En 2006, l'APED a publié un programme en 10 points, « Vers l'école commune ». Ce projet contient des réformes de nature à réduire spectaculairement la violence scolaire. Petit aperçu.*

### **L'indispensable mixité sociale**

Nous l'avons assez répété : le système scolaire belge est un des plus inégalitaires au monde. Son libéralisme induit une sélection qui s'opère par échecs et relégations. Il s'y forme des ghettos d'élèves exclus et sans perspective. C'est certainement une des principales causes de violence. A contrario, notre programme prône la mixité sociale. Il prévoit une école commune de 6 à 15 ans, avec affectation des élèves aux écoles selon leur lieu de résidence et les revenus de leurs parents. La fusion des réseaux est indispensable pour contrecarrer tout évitement via un réseau privé parallèle.

### **Une formation générale et polytechnique pour tous**

On sait combien la maîtrise ou non du langage peut générer de malentendus, de rancœurs et de conflits. Il est dès lors absolument nécessaire que chaque jeune acquière une authentique maîtrise du langage et de hautes capacités de pensée complexe. Mais l'enjeu du contenu des cours est également politique. Tous les jeunes sont en droit de développer les savoirs et les compétences nécessaires à

l'exercice d'une citoyenneté digne de ce nom. Pour les jeunes issus de milieux populaires, l'école doit être un lieu d'émancipation, un lieu qui donne des armes pour mener les combats nécessaires pour un monde plus juste. Les enfants plus privilégiés doivent être confrontés aux réalités sociales et environnementales du système dont ils bénéficient.

### **Un encadrement suffisant et une pédagogie de la réussite pour zéro décrochage**

Nous recommandons le nombre de 15 enfants par classe pour les trois premières années (de 6 à 9 ans) et de 20 au-delà de ces années primordiales. Il est aussi question d'un accueil privilégié des « primo-arrivants ». Sauf situation extrême, il n'y a pas de redoublement. C'est donc un groupe d'enfants qui va réussir son parcours scolaire ensemble sur une dizaine d'années. Nous tablons sur un système de remédiation efficace, et sur un renversement du rapport des jeunes à l'école. Fini d'y venir - forcé et contraint - pour satisfaire à des exigences de performance. On y (re)trouve l'intérêt d'apprendre, de comprendre le monde pour avoir prise sur lui. On y éveille le goût de découvrir, d'expérimenter, de s'approprier ce qui donne force pour s'épanouir et s'émanciper.

### **Une école ouverte**

Si nous voulons réconcilier les enfants avec l'école, celle-ci doit devenir un lieu de vie plus humain et plus démocratique. On y prépare et partage des repas, des jeux, des soirées cinéma ou d'autres activités culturelles, sportives ou techniques. C'est là aussi que s'exerce la citoyenneté : l'instruction et l'éducation sont intimement liées à la vie sociale et à la pratique productive. On y développe les valeurs de coopération, de solidarité, de créativité, l'amour des sciences, des techniques, des arts, de l'activité physique, de la nature, etc. L'école commune s'ouvre aux associations, aux mouvements de jeunesse, aux clubs de sport, aux festivités locales, etc.

### **Une relation pédagogique pacifiée**

En retrouvant un équilibre dans les pratiques (une large autonomie pédagogique offerte aux enseignants à condition qu'ils atteignent des objectifs d'apprentissage strictement définis et contrôlés, de la variété dans les méthodes) et en offrant aux enseignants des programmes (et des manuels) rigoureux, lisibles et cohérents, nous sommes convaincus de pacifier notablement la relation qu'ils entretiennent avec leurs élèves. Parce qu'ils retrouveront la maîtrise de leur métier. L'évaluation centralisée doit également assainir cette relation (l'enseignant n'étant plus juge et partie, son rôle est plus clair aux yeux des élèves). La formation initiale et continuée des enseignants doit prendre plus en compte les questions que nous soulevons : mixité sociale,



## la violence: causes et pistes

formation générale et polytechnique, etc. Elle doit aussi permettre des échanges d'expériences et d'outils.

### Un incontournable refinancement

Pour financer notre projet, à commencer par un investissement massif dans le fondamental et une véritable gratuité de l'école -les problèmes financiers sont aussi sources de tensions entre familles et école-, un retour à 7% du PIB nous semble nécessaire, du moins dans un premier temps.

## Ouvrages de référence

**CARLA NAGELS,**

*Jeunes et violence. Une rencontre programmée par la crise de solidarité. Analyse du discours de la Chambre des représentants de Belgique (1981-1999), édition Bruylant, collection Ecole des sciences criminologiques Léon Cornil de la Faculté de droit de l'ULB - N° 332005, 644 pages.*

La violence des jeunes est devenue un thème de débat récurrent. On s'est pourtant peu intéressé à la manière dont le discours politique se construit autour d'elle. Le présent ouvrage tente de répondre à cette question pour ce qui concerne la Belgique. Il analyse les propos tenus à la Chambre des Représentants entre 81 et 99, une période charnière dans l'histoire de ce pays. L'auteure démontre que la violence des jeunes y devient un problème social digne d'intérêt politique lorsque change la nature du discours politique à la fin du XXème siècle.

Au début des années 80, la violence est conçue comme collective et la jeunesse comme un groupe social en voie de marginalisation, compte tenu de son taux de chômage élevé. A la fin des années 90, par contre, la violence est perçue comme individuelle- délinquance sexuelle ou violence urbaine- et la jeunesse devient un ensemble d'individus porteurs de droits et de devoirs, mais aussi sujets à risques. C'est dans le cadre de ce second agencement que le discours sur l'augmentation de la violence des jeunes prend alors sens. [...]

Docteur en criminologie et licenciée en sociologie, Carla Nagels est actuellement assistante à l'Ecole des sciences criminologiques de l'Université Libre de Bruxelles. Ses travaux portent de manière générale sur la jeunesse et les institutions sociales qui la prennent en charge et lui donnent forme et consistance. (Source de ce texte : site des éditions Bruylant)

**LOÏC WACQUANT, Les prisons de la misère.**

*Raisons d'agir Editions, Paris, 1999, 189 p., 7 €*

Ce livre court, mais complet et rigoureusement documenté, tord le cou à pas mal d'idées qui polluent la réflexion et l'action en matière de violence. Il s'attaque surtout à l'idéologie de la tolérance zéro, une idéologie à la fois mensongère, démagogique et injuste. Pour faire court, voici la thèse de Wacquant : après avoir laissé le capitalisme libre de toute entrave et fabriquer de la misère à tour de bras, l'Etat a renoncé à ouvrir un avenir à la part la plus pauvre de sa population et s'applique désormais à la maintenir sous contrôle et à la soumettre à une exploitation dégradante (privatisation des prisons, emplois médiocres contre maigres allocations, etc.)

LOÏC WACQUANT

Les  
prisons  
de  
la misère



Un dossier de Tino Delabie (traduction: Jean-Pierre Wauters)

# ***Flandre : les plans de Vandebroucke pour un nouveau financement de l'enseignement***



*Le Ministre Frank Vandebroucke a dévoilé dans un document de travail(1) du 15 juin 2007 ses plans pour un nouveau système de financement de l'enseignement obligatoire. Le ministre attend d'ici fin septembre l'avis du VLOR(2). Fin 2007, Vandebroucke voudrait faire approuver ses plans par le Gouvernement flamand et ensuite par le Parlement flamand, afin qu'un premier paquet de mesures puisse entrer en vigueur dès l'année scolaire 2008-2009.*

## ***Les frais de fonctionnement***

Dans une première phase, à partir de septembre 2008, le ministre Vandebroucke veut organiser différemment le financement des frais de fonctionnement. Les subsides de fonctionnement par élève alloués aux écoles subventionnées s'élèvent aujourd'hui à 76 % de ceux des écoles de la Communauté. Ce système de répartition 100/76 serait abandonné afin qu'il n'existe plus de différence entre réseaux. Les écoles qui organisent différents cours de religion ou de morale non confessionnelle toucheraient un maximum de 7,5% de frais de fonctionnement complémentaires. Les écoles comportant beaucoup d'élèves à faible potentiel obtiendraient des moyens supplémentaires fondés sur quatre « indicateurs des potentialités »(3) des élèves : le diplôme de la mère ; l'absence de droit à une allocation scolaire ; la langue parlée à la maison et l'utilisation de la langue ; le lieu d'habitation. Un élève dont la mère n'a pas de diplôme supérieur ou de secondaire supérieur, ou qui a droit à une bourse d'études, ou qui ne parle pas néerlandais à la maison ou est faible en langue, ou qui habite une commune ou un quartier où le pourcentage d'enfants de 12 ans accusant un retard scolaire

*Frank Vandebroucke*





## les plans de Frank Vandenbroucke...

de 2 ans ou plus est supérieur à la moyenne flamande, générera plus de subsides de fonctionnement pour son école que celui qui ne répond pas à (tous) ces critères.

La combinaison de l'harmonisation entre réseaux et la prise en compte des quatre critères caractérisant les élèves aboutira à une redistribution des subsides de fonctionnement. Les écoles « pauvres » du réseau catholique et de l'enseignement officiel subventionné (communes et écoles provinciales) devraient être les grandes « gagnantes » de l'opération. Elles combinent en effet les avantages financiers d'une population scolaire à faible potentiel avec l'harmonisation de la subvention par élève entre les réseaux. Vandenbroucke assure qu'aucun pouvoir organisateur et qu'aucune école ne touchera moins de subvention de fonctionnement qu'avant. Il prévoit, à partir de 2009, 125 millions supplémentaires de subventions de fonctionnement : 80 millions pour l'école fondamentale et 45 millions pour l'enseignement secondaire. En 2008, il y a déjà 30 millions supplémentaires de prévus (20 millions pour le fondamental et 10 millions pour le secondaire). Le montant de 125 millions d'euros est inscrit dans les prévisions pluriannuelles du Gouvernement flamand actuel jusqu'en 2011. Vandenbroucke écrit pourtant que « les moyens disponibles ne permettent pas de mettre totalement en œuvre l'harmonisation (l'abandon de la clef de répartition 100/76) et le financement sur base des caractéristiques de la population scolaire. Des augmentations budgétaires supplémentaires seront donc nécessaires. En attendant, les deux objectifs seront mis en œuvre partiellement. »

### Encadrement

Le deuxième paquet concerne l'encadrement, donc le nombre moyen de professeurs par élève. Les frais de personnel représentent environ 85 % des coûts de l'enseignement et sont donc bien plus considérables que les frais de fonctionnement. Ici, Vandenbroucke est beaucoup plus prudent et ne veut commencer qu'à partir de 2011. Depuis les années '90, des mécanismes fournissaient un encadrement complémentaire limité aux écoles à population défavorisée : la politique d'enseignement prioritaire (OVB onderwijsvoorrangsbeleid) et de remédiation étendue (ZVB zorgverbreding). Les deux systèmes de financement différencié furent remplacés à partir de 2002 par le système des indicateurs d'égalité des chances d'enseignement (GOK gelijke Onderwijskansen), introduit dans le cadre du décret « Gelijke Onderwijskansen ». Les indicateurs GOK actuels resteront en vigueur jusqu'à l'année scolaire 2010-2011 comprise, avec une légère amélioration pour les deuxième et troisième degrés de l'enseignement secondaire : diminution du seuil de 25 % d'élèves pris en compte par les indicateurs GOK et augmentation de leur influence.

A partir de 2011, les indicateurs GOK devraient être remplacés par de meilleurs indicateurs des chances de réussite des élèves, comparables à ceux qui seront déjà utilisés à partir de 2008 pour l'attribution des budgets de fonctionnement. Dès ce moment, on ne travaillerait plus sur base

d'enveloppes fermées et d'un seuil comme aujourd'hui avec l'indicateur GOK. Le seuil est le pourcentage d'élèves GOK que l'école doit atteindre pour obtenir des moyens complémentaires. « Nous ne montons ni un mécanisme progressif ni un mécanisme dégressif : tous les élèves sont pris en compte par école, de manière purement linéaire. Nous ne voulons pas punir les grandes structures scolaires par un mécanisme dégressif, mais nous ne voulons pas non plus les récompenser par un mécanisme progressif. ». Comme indiqué plus haut, pour respecter la promesse de supprimer les enveloppes fermées, des moyens supplémentaires devront être prévus au plan pluriannuel du Gouvernement flamand.

Pour l'encadrement, Vandenbroucke voudrait aussi apporter des modifications aux indicateurs liés à l'école. Ce sera le travail d'un gouvernement ultérieur, mais il veut le préparer au cours de la présente législature. Pour l'enseignement fondamental, le ministre se demande « si et comment il est possible de corriger l'encadrement par élève, moins avantageux pour les grandes écoles ». Les principales modifications devraient intervenir dans l'enseignement secondaire et s'insérer dans un décret « enseignement secondaire ». « Les deux phases doivent aller de pair avec une réforme fondamentale de l'enseignement secondaire. Nous consacrerons alors notre attention au contenu du premier degré, à l'apport pédagogique, à une meilleure orientation de tous les élèves, à « étudier et travailler », au passage du secondaire à l'enseignement supérieur, à la modulation du libre choix, etc... ». Ici, Vandenbroucke ne dévoile pas encore trop ses cartes.

Il laisse entendre que le premier degré de l'enseignement secondaire devrait être plus commun qu'aujourd'hui et qu'il devrait avoir un contenu plus nettement technologique. Le cursus B (1B et 2BVL) devraient subsister en assurant mieux sa fonction de pont (ramener dans le cursus A les élèves ayant un retard important), même si aucune ébauche de solution concrète n'est formulée pour cela. « La tâche prioritaire du premier degré est l'orientation optimale des élèves en fonction de leurs talents. Pour permettre cela il faut une taille suffisante et une collaboration au sein de la communauté éducative est nécessaire, parce que c'est ce niveau qui assure le développement, qui ouvre l'accès à une large offre de formations (ASO, TSO, BSO, KSO) (4) aux deuxième et troisième degrés. Pour ces deuxième et troisième degrés, le ministre plaide également pour de plus grandes structures et une rationalisation. « L'enseignement secondaire flamand compte également un grand nombre d'écoles, ce qui favorise des normes de rationalisation basses et un encadrement dégressif. Nous nous demandons si ça favorise toujours la qualité. » Plus loin, le ministre indique : « L'offre de l'enseignement secondaire flamand se caractérise par un grand nombre de filières spécialisées, souvent peu fréquentées. Souvent, elles sont peu intéressantes sur le marché du travail et offrent peu de perspectives de carrière intéressante aux jeunes. La fréquentation limitée d'orientations scolaires qui nécessitent une infrastructure coûteuse, ne conduit pas à une utilisation efficace des deniers publics. Le monde des entreprises veut avant tout être partenaire d'écoles fiables



## les plans de Frank Vandenbroucke...

qui produisent toujours un grand nombre de jeunes bien formés.» Il est difficile d'interpréter cette dernière phrase autrement que comme un plaidoyer pour adapter au plus près l'offre d'enseignement des filières de qualification aux souhaits du monde de l'entreprise.

« Du fait de la dégressivité des dotations horaires, les écoles ont intérêt à offrir un large éventail de filières ou à s'adapter aux règles par des fusions ou des regroupements en vue de créer des emplois supplémentaires. Dans ces opérations, l'intérêt des élèves n'est pas toujours la priorité principale. En même temps, l'offre scolaire en Flandre est de plus en plus caractérisée par l'éparpillement. Ceci complique le travail efficace des écoles et ne permet pas une utilisation optimale des moyens. Les dotations d'horaires minimales sont une garantie d'affectation d'heures et peuvent dans certains cas entraver ou compromettre la croissance de l'école. »(5) Ces paragraphes ressemblent fort à ce que le Ministre Luc Van Den Bossche écrivait, il y a dix ans, dans sa note pour rationaliser et épargner dans l'enseignement secondaire. Vandenbossche avait dû réduire l'ambition de ses plans de réforme, sous la pression des syndicats (qui craignaient une perte d'emplois), de l'enseignement communautaire (qui craignait la perte de ses petites écoles du fait de la coupe dans les dotations horaires minimales et de la suppression de la dégressivité des allocations d'heures de cours) et de différents pouvoirs organisateurs de l'enseignement catholique (qui tenaient particulièrement à leur autonomie et n'étaient pas d'accord avec la souplesse de la rue Guimard vis à vis du Ministre en vue de créer partout des grandes structures scolaires avec des compétences étendues).

Il convient encore d'attendre pour voir quelles sont les réformes concrètes que Vandenbroucke entend poursuivre dans l'enseignement secondaire et si celles-ci iront bien toutes dans le sens de plus d'égalité des chances.

(1) Lignes directrices pour un nouveau financement de l'enseignement obligatoire, Document de travail Frank Vandenbroucke, Ministre flamand du travail, de l'enseignement et de la formation, 15 juin 2007. pour le texte complet voir : [www.vandenbroucke.com](http://www.vandenbroucke.com)

(2) (Vlaamse Onderwijsraad), l'organe consultatif où sont entre autres représentés les pouvoirs organisateurs, les syndicats, des experts de l'enseignement, des parents, des organisations socio-économiques et culturelles.

(3) Ceci est la moins mauvaise traduction que nous ayons trouvée au terme original flamand «leerlingenkenmerken»

(4) ASO = algemeen secundair onderwijs ou enseignement général ; TSO = technisch secundair onderwijs ou enseignement technique ; BSO = beroepssecundair onderwijs ou enseignement professionnel ; KSO = kunstsecundair onderwijs ou enseignement artistique)

(5) NDT: Il s'agit de dotations horaires qui sont garanties dans l'enseignement de la Communauté et pas dans l'enseignement subventionné. Le Ministre semble dire que cette garantie d'heures de cours pourrait parfois entraver le dynamisme de l'école et sa croissance.

## Commentaire

### Un petit pas dans la bonne direction

*Une partie de la note de travail pour le financement de l'enseignement obligatoire contient déjà des propositions concrètes. Le timing, le budget prévu et les deux axes principaux (mise au pas des réseaux et introduction des quatre indicateurs des potentialités des élèves) sont dès à présent définis pour le financement des subsides de fonctionnement. On peut également se faire une image concrète du remplacement des indicateurs GOK par quatre indicateurs des potentialités des élèves, pour définir l'encadrement complémentaire des écoles accueillant beaucoup d'élèves à faible potentiel. Le reste de la note de travail concerne principalement des modifications des « critères liés à l'école » et font apparaître que des réformes assez fondamentales se préparent, particulièrement dans l'enseignement secondaire. Cette partie reste vague et ne permet pas encore une évaluation précise.*

### Des points positifs ...

Ce qui se trouve sur la table à court terme, au 1<sup>er</sup> septembre 2008, nous paraît positif. Une augmentation des frais de fonctionnement de 30 millions d'euros à partir de 2008 et de 125 millions à partir de 2009, couplée à la promesse qu'aucune école ne touchera moins que précédemment, constitue une avancée. L'introduction des quatre indicateurs des potentialités des élèves rend possible un financement plus différencié des frais de fonctionnement, à l'avantage des écoles accueillant beaucoup d'élèves à faible potentiel. Comme Vandenbroucke place explicitement ces mesures dans la perspective d'une politique contre la ségrégation sociale dans l'enseignement et pour un enseignement de qualité pour tous les élèves, nous ne pouvons qu'applaudir. Le programme en dix points de l'APED part de la constatation que la ségrégation sociale dans l'enseignement constitue bien le problème principal.

### ... mais insuffisants pour éviter la ségrégation sociale

Quand il analyse les causes de la ségrégation sociale et les raisons qui provoquent une inégalité sociale plus importante dans notre enseignement que dans les autres pays



## les plans de Frank Vandebroucke...

de l'OCDE, l'APED distingue au moins trois causes structurelles liées à notre système éducatif lui-même.

Tout d'abord, il y a la ségrégation précoce en filières (ASO, TSO, KSO, BSO) et en orientations hiérarchisées. Dans les faits, l'enseignement flamand propose, dès la première année de l'enseignement secondaire, 24 options différentes dans la filière A (avec en haut, encore et toujours, l'option latine). Ces diverses options constituent dans une grande mesure déjà une orientation vers les diverses filières d'enseignement. Il existe en plus une filière B, dont les élèves arriveront pratiquement tous dans l'enseignement professionnel (à plein temps ou à temps partiel). Cette spécialisation dès 12 ans est profondément ancrée et a pour conséquence que les élèves sont mentalement prédestinés à l'une ou l'autre orientation scolaire ou au moins à un type d'enseignement. Il doit se produire beaucoup de choses pour que le fils ou la fille du médecin ou du professeur n'aillent pas vers l'ASO (de préférence une orientation scientifique ou latine) et ensuite vers l'université. Les chances sont très faibles pour qu'un enfant de parents peu instruits et sans emploi suivent cette voie. Ces faits sont connus. La note de travail de Vandebroucke renvoie d'ailleurs à diverses études et enquêtes et contient aussi des exemples éclairants.

Lutter contre ce facteur de ségrégation sociale signifie remplacer la spécialisation précoce par un long tronc commun. Dans son programme en 10 points, l'APED plaide pour un enseignement commun de dix ans (de 6 à 16 ans), combinant une formation générale et une formation polytechnique (pratique). Un tel tronc commun réduirait certainement la sélection sociale dans l'enseignement. Il formerait surtout plus de personnes plus polyvalentes et permettrait que des élèves de 16 ans choisissent en connaissance de cause de poursuivre des études, un enseignement complémentaire ou un enseignement de qualification.

Chez Vandebroucke, l'éclatement en filières hiérarchisées subsiste, certainement à partir du deuxième degré de l'enseignement secondaire. Peut-être pense-t-on au « remplacement » des filières d'enseignement par des domaines d'intérêt. Dans ce cas, le domaine d'intérêt « économie » comporterait encore toujours un éventail hiérarchisé d'orientations d'études (science économique, économie-langues modernes, comptabilité-informatique, commerce, bureau et vente...) mais l'étiquette stigmatisante « TSO » ou « BSO » disparaîtrait.

Un deuxième facteur structurel rend la ségrégation sociale inévitable : c'est la liberté absolue dans le choix de l'école. La Belgique a le système le plus libéral en Europe de l'Ouest. Les parents aisés ou intellectuels choisissent les « meilleures » écoles pour leurs enfants, quitte à camper durant deux jours à l'entrée de l'école pour être sûrs d'avoir une place. A l'autre extrême, la liberté de choix scolaire signifie que les parents moins favorisés, qui pour toutes sortes de raisons ne trouvent pas leur chemin dans le système scolaire, doivent souvent se contenter des écoles qui restent. Des écoles ghettos pour riches et pour pauvres sont inévitables dans notre système de libre choix.

Le pourcentage d'écoles socialement mixtes est beaucoup plus bas chez nous que, par exemple, en Finlande, qui est connue comme la championne de l'enseignement de qualité et de l'égalité des chances. Le programme en dix points de l'APED plaide pour une affectation prioritaire de l'école en fonction du lieu de résidence de l'élève et de critères socioéconomiques, afin d'obtenir une mixité sociale dans toutes les écoles. Les indicateurs des potentialités des élèves, que Vandebroucke veut utiliser pour un financement différencié des frais de fonctionnement, pourraient peut-être servir utilement dans un tel système de « carte scolaire » corrigée (en France, les écoles sont attribuées via une carte scolaire, mais uniquement sur base du lieu de résidence). Mais le Ministre Vandebroucke ne touche pas au libre choix des parents. Les LOP (Plates-formes de réflexion locales rassemblant les directeurs d'école et partenaires éducatifs régionaux) qui ont été instaurées dans le cadre de la politique des GOK (égalité des chances éducatives) ont pour mission de réfléchir et de collaborer pour prendre en compte les effets néfastes des écoles ghettos. Mais tant que le ministre de l'enseignement ne trouvera pas le courage d'affirmer que le libre choix des écoles est un réel obstacle à l'égalité des chances et que la Constitution doit être modifiée, même la réflexion locale la mieux intentionnée ne pourra surmonter les barrières pour réaliser la mixité sociale dans les écoles. Et la ségrégation sociale perdurera. Dans la note de travail de Vandebroucke, on peut lire un passage qui indique que les écoles ghettos d'élèves à faible potentiel ont un effet individuel négatif sur les élèves. « Nous constatons que, tant pour l'élève que pour l'école, la combinaison d'un faible niveau de scolarité de la mère et le fait de vivre de revenus de remplacement prédit mieux la faible potentialité que le faible niveau d'éducation seul. Les effets du faible niveau de scolarité de la mère et du fait qu'on n'a pas droit à une bourse d'études sur les prestations scolaires individuelles de l'élève sont encore amplifiés, si beaucoup d'élèves avec bourse d'études et/ou avec une mère peu scolarisée fréquentent la même école. D. Kavadias et E. Franck (2006) ont montré que le pourcentage de mères peu scolarisées au niveau de l'école définit le niveau de retard scolaire des élèves. Le pourcentage d'élèves ayant droit à une bourse d'études dans l'école semble également, bien que dans une moindre mesure, prédire le retard scolaire. Les deux types de concentration ont, indépendamment l'une de l'autre, un effet qui se superpose à l'effet provenant du niveau scolaire de la mère au niveau individuel. Les risques de retards scolaires, dans une école avec beaucoup d'élèves aux mères peu scolarisées et beaucoup de bénéficiaires d'allocations scolaires, sont supérieurs pour des élèves aux parents peu scolarisés que pour ceux dont les parents le sont plus. »

Un troisième facteur de ségrégation scolaire est l'existence de réseaux scolaires concurrents. L'introduction d'un système fermé d'affectation scolaire nécessite un planning global. En France, la « carte scolaire » est sapée du fait qu'elle n'est d'application que pour l'enseignement officiel. De ce fait, les parents fortunés peuvent souvent envoyer leurs enfants dans des écoles ghettos pour riches, de leur choix, dans le réseau libre (qui est pourtant bien plus limité qu'en Belgique). C'est pourquoi l'APED plaide pour une



## *les plans de Frank Vandebroucke...*

fusion des réseaux en un seul service public. Sur ce terrain également, il ne faut pas attendre d'initiative novatrice du ministre actuel de l'enseignement.

Le financement différencié sur base des indicateurs des potentialités des élèves donnera un bol d'air aux écoles qui accueillent beaucoup d'élèves à faible potentiel. Mais pour réduire la ségrégation sociale et pour apporter un enseignement de qualité à tous les élèves, des mesures structurelles plus énergiques sont nécessaires.

## **Contre la ségrégation Un enseignement de qualité pour tous les jeunes**

Dans son document de travail « Orientations pour un nouveau financement de l'enseignement obligatoire » (15 juin 2007), le ministre Frank Vandebroucke développe un certain nombre d'arguments et d'intentions auxquelles nous pouvons souscrire. Quelques citations.

« Le soutien supplémentaire des écoles avec des élèves à faible potentiel fera désormais partie du financement régulier des écoles. Nous faisons cela pour deux raisons importantes. Une première raison d'allouer un financement complémentaire aux écoles avec des élèves à faible potentiel est d'éviter la ségrégation dans la politique de recrutement des écoles. Les élèves de milieux favorisés sont plus attractifs pour les écoles que les élèves de milieux défavorisés. Ils apprennent généralement plus facilement et ont de meilleurs résultats, ce qui influence favorablement l'image de l'école.

Des écoles avec des élèves doués attirent les élèves les plus forts et renforcent l'enseignement de qualité tandis que des écoles avec un public défavorisé attirent principalement des élèves d'un milieu à faible potentiel scolaire et la qualité de leur enseignement s'en ressent. En donnant plus de poids de financement aux élèves à faible potentiel, on les rend aussi plus attractifs pour les écoles. En effet, les écoles sont mieux soutenues pour maintenir un haut niveau de qualité d'enseignement.

Une deuxième raison d'investir plus dans les écoles avec des élèves à faible potentiel est de garantir le droit à un enseignement de qualité pour tous les jeunes. Des jeunes de milieux défavorisés doivent le plus souvent produire un effort plus important pour atteindre la même qualification que des enfants du même âge venant de milieux favorisés.

Cela vient de ce qu'à la maison il reçoivent un moindre capital culturel et social, (ce capital) qui augmente les chances de réussite. Des parents peu scolarisés ont, par exem-

ple, beaucoup plus de difficulté à guider leurs enfants dans leur cursus scolaire. Ils ne possèdent pas le niveau linguistique qui est attendu des enfants à l'école et disposent encore moins de réseaux et d'informations qui aident leurs enfants en cas de problème. Des familles à bas revenus peuvent offrir moins de confort à leurs enfants, comme un espace de travail séparé, des livres, des activités éducatives annexes, un ordinateur et l'accès Internet. De faibles chances de réussite, dans des milieux socialement défavorisés, nécessitent un investissement complémentaire en années d'études. Les allochtones doivent surmonter les barrières linguistique et culturelle. En modulant le financement ordinaire des écoles en fonction des indicateurs des potentialités des élèves, nous voulons soutenir particulièrement les écoles qui doivent faire relativement plus d'efforts pour maximaliser les potentialités de tous leurs élèves. »

« Nous ne voulons pas de distinction entre écoles chères et écoles bon marché. Des écoles chères attirent inévitablement un « meilleur public », des écoles bon marché un « public plus faible ». La ségrégation sociale qui peut en découler, empêche d'atteindre la même qualité dans toutes les écoles et n'est d'ailleurs pas une bonne chose en soi. Nous ne voulons pas de ségrégation sociale dans notre enseignement. Nous voulons un enseignement de qualité pour tous les élèves. »

« Toutes nos écoles doivent recevoir d'urgence plus de moyens de fonctionnement, tant pour pouvoir offrir un enseignement de qualité, que pour pouvoir limiter la facture maximale. Aujourd'hui les parents doivent trop souvent contribuer financièrement de manière substantielle, pour permettre un bon enseignement. Trop longtemps nous avons investi trop peu dans le fonctionnement de nos écoles. Je pense particulièrement à notre enseignement technique et professionnel. Le développement des technologies médicales et thérapeutiques a forcé des écoles de l'enseignement spécial à des investissements importants sans beaucoup de subventions complémentaires. »

## **Les quatre indicateurs des potentialités**

Le chapitre qui concerne les indicateurs des potentialités des élèves est le plus abouti du document de travail du ministre Vandebroucke sur le financement de l'enseignement obligatoire.

Le ministre s'est fondé sur les recherches sociologiques et pédagogiques et s'est attaché la collaboration d'un certain nombre de chercheurs. De manière assez détaillée, il expose les orientations de travail et les arguments pour choisir les quatre critères suivants.



## les plans de Frank Vandebroucke...

### 1. Niveau d'études (diplôme) de la mère.

Il existe une corrélation forte entre le niveau d'études des parents et les potentialités scolaires des enfants.

Le critère choisi est le diplôme le plus élevé de la mère et trois niveaux sont considérés : enseignement supérieur ; enseignement secondaire supérieur ; enseignement secondaire inférieur ou primaire. Initialement, on travaillera sur base d'une déclaration sur l'honneur des parents en attendant la mise au point d'une base de données avec les informations concernant le niveau de formation des mères d'élèves.

### 2. L'allocation d'études.

Le droit à une bourse d'études est un indicateur des ressources économiques de la famille, vu qu'il est fondé sur les revenus de la famille. « L'étude d'Ide Nicaise a montré que le critère de revenus dans le système flamand d'allocation scolaire est suffisamment précis et fiable pour servir de mesure réelle du pouvoir d'achat. »

« Les moyens matériels des familles définissent aussi leur confort pédagogique : il y a plus de temps pour les tâches d'éducation, il y a plus d'argent pour des jouets ou toutes sortes de biens ou de services qui favorisent l'apprentissage de manière informelle. Les plus nantis vivent dans plus

d'espace et plus confortablement. Les dépenses scolaires et les coûts indirects de l'enseignement secondaire sont aussi un moins grand problème. »

### 3. La langue maternelle et l'utilisation de la langue

Dans une première phase, la langue maternelle de l'élève (le néerlandais ou une autre langue) sera utilisée comme indicateur. Ultérieurement, l'utilisation de la langue sera également enregistrée (sur base d'un test). Le ministre Vandebroucke souligne qu'il y a encore des discussions entre les pédagogues sur la valeur et la définition précise de la langue comme indicateur de prévision de la scolarité.

### 4. Le lieu de résidence

Du fait que les personnes d'un même milieu social vivent souvent dans le même quartier, le lieu de résidence peut servir d'indicateur de particularités socioéconomiques et culturelles de la famille de l'élève.

Le ministre se fait fort de croiser les banques de données du ministère de l'enseignement et de l'Institut National des Statistiques (concernant le lieu de résidence de l'élève) pour attribuer une valeur prédictive des chances de réussite au lieu de résidence de l'élève. Par lieu de résidence (commune ou quartier), on mesure quel est le pourcentage d'enfants de 12 ans qui accusent un retard scolaire de deux ans ou plus. Les élèves qui habitent là où le retard scolaire est important, généreront donc plus de moyens de fonctionnement pour leur école.





Entretien avec Jean-Pierre Kerckhofs

***François Houtart :  
c'est le devoir des chrétiens  
de soutenir la fusion des  
réseaux pour créer plus  
de justice sociale !***



*Il a beau être connu aux quatre coins du monde, avoir rencontré des chefs d'Etats, avoir travaillé avec Helder Camara, avoir vu certains de ses travaux de sociologie remis aux évêques participant au Concile Vatican II, c'est en toute simplicité et avec beaucoup de chaleur que François Houtart me reçoit dans les locaux du Centre Tricontinental à Louvain la Neuve.*

*François Houtart aurait pu devenir curé de paroisse. Mais dès le séminaire, il entre en contact avec la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne). Cela détermine son engagement envers le Sud. Un engagement qui l'incite à entamer des études de sociologie. Il se spécialise à Chicago dans la sociologie des religions. Son engagement, comme ses recherches, l'amènent à voyager beaucoup. Et, à 82 ans, ça continue. Pour l'entretien, nous avons pu profiter d'un créneau de trois jours entre un retour du Congo et un départ pour six semaines en Amérique Latine ! Rencontre donc avec un « personnage ». Dans tous les sens du terme.*

***Vous êtes à l'origine du Centre Tricontinental.  
De quoi s'agit-il ?***

Ce centre a été fondé pour essayer de répercuter chez nous la pensée critique et les perspectives d'alternatives du Sud : Afrique, Asie, Amérique Latine. Pour cela, nous avons créé un centre de documentation qui possède près de 500 revues provenant essentiellement de ces régions du monde. Et puis nous avons créé une revue qui s'appelle « Alternatives Sud », réservée à des auteurs du Sud et qui s'expriment sur de grands sujets contemporains surtout liés aux effets de la mondialisation. En effet, bien souvent on a l'impression que le Sud est un vide d'idées et d'alternatives alors que c'est exactement le contraire. Enfin, nous travaillons beaucoup en collaboration avec le Forum Social Mondial et nous publions chaque année un document qui s'appelle « l'état des résistances dans le monde ». Mes collaborateurs et moi-même avons tous travaillé dans le Sud,

*François Houtart*





François Houtart

ce qui nous a amenés à nouer d'innombrables contacts. Ils nous servent dans la recherche, mais aussi à la mise en liens de différents mouvements comme les mouvements paysans, ouvriers, etc. Je reviens par exemple de Kinshasa où j'ai participé au 1er Forum Social Congolais.

***Vous parlez du Forum Social Mondial (FSM). Mais il semble que vous êtes pour quelque chose dans sa mise en route, non ?***

***Pouvez-vous me dire quelques mots sur les origines de ce FSM, leurs objectifs et les éventuels résultats ?***

Les FSM sont nés de la nécessité de faire converger les résistances sociales. Les résistances ont toujours existé. Mais c'est la première fois, à partir de la fin des années 90, qu'il y a eu une véritable convergence entre des mouvements, des organisations progressistes, des intellectuels qui ne s'étaient jamais rencontrés auparavant. Il y eut deux orientations. D'une part des protestations contre l'OMC, la Banque Mondiale, le FMI, le G8, ... qui se sont déroulées surtout depuis Seattle en 1999 jusqu'à Rostock dernièrement. D'autre part, l'organisation de Forums. Notre Centre a été, il est vrai, un peu à l'origine de ceux-ci (avec d'autres bien entendu) en organisant en 1999 « l'Autre Davos », c'est-à-dire une réunion en Suisse et puis une conférence de presse à Davos même, lors du Forum Mondial de l'Economie. Nous voulions dire : « Non. On ne peut plus continuer comme ça ». Nous avons organisé cette rencontre avec cinq grands mouvements sociaux dans le monde et les Brésiliens ont repris l'idée pour en faire le FSM qui s'est réuni chaque année à partir de 2001. Depuis cette époque, il y a eu plus de 250 Forums Sociaux Mondiaux, continentaux, nationaux, thématiques. L'idée est surtout de créer une plate-forme de rencontres. Ce n'est pas une plate-forme d'action. Cependant, en soi, c'est déjà un fait politique. Et puis, par rapport à l'action, les Forums ont souvent aidé à créer des réseaux. Je pense à « Via Campesina » qui est le réseau des mouvements paysans dans le monde et qui s'est fortement renforcée grâce aux FSM. D'autres réseaux sont nés des Forums : celui sur la fiscalité, celui des avocats des leaders de mouvements sociaux criminalisés, etc.

Mais si le résultat principal est un changement de culture - on est arrivé à créer progressivement une conscience collective (un autre monde est possible) - ce n'est évidemment qu'un pas. Parce qu'il ne suffit pas de créer une conscience nouvelle, il faut aussi agir. Mais ce n'est pas la mission des Forums. Donc le problème actuellement est de créer des acteurs collectifs dans des réseaux. A mon avis, le plus grand défi est de créer des réseaux de réseaux pour des objectifs stratégiques. Comme on l'a fait par exemple en Amérique Latine avec la lutte contre l'ALCA (Traité de libre échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique). C'est un ensemble de mouvements sociaux, d'ONG, d'églises, de partis politiques et même de certains gouvernements qui ont réussi à faire échouer ce projet. Donc, c'était un objectif stratégique qui ne constituait pas

nécessairement la priorité de chacun des mouvements, mais sur lequel tout le monde a pu se mettre d'accord et agir. Et avec un effet très concret. C'est donc cela le grand défi de l'avenir : comment peut-on passer d'une conscience collective à des acteurs collectifs ?

***Même si c'est très difficile, parce que très vaste, pouvez-vous brosser un état des lieux de l'enseignement dans le Tiers Monde ?***

La réponse se situe à plusieurs niveaux.

D'abord, celui de l'alphabétisation. On a plutôt été en recul ces derniers temps. Sauf dans un pays comme le Venezuela qui, en un an de temps, a été déclaré « pays libéré de l'analphabétisme » par l'UNESCO. Ceci grâce à une méthode mise en oeuvre à Cuba et adoptée par l'UNESCO. Et l'effort est en route actuellement en Bolivie. Mais dans d'autres pays, comme par exemple le Congo où il y a 65 % d'analphabètes, on est loin du compte. Surtout si l'on tient compte de l'augmentation de la population. C'est donc un premier niveau où des solutions très rapides et peu coûteuses peuvent être trouvées. Cela demande de la volonté politique et celle-ci n'est pas présente partout. Il est vrai que c'est en partie dû à la dette extérieure des Etats. Au Congo, par exemple, 55 % du budget de l'Etat va à son remboursement.

Ensuite, il y a le niveau des écoles primaires et secondaires. Là, on a encore plus affaire à une question de moyens et de volonté politique. Il y a les pays dans lesquels on a fait de très grands progrès et ceux dans lesquels on stagne voire on régresse. Souvent, des mesures imposées par la Banque Mondiale et le FMI ont réduit les budgets des Etats et les ont donc empêchés d'investir dans l'enseignement.

Enfin il y a l'enseignement supérieur. Il est en voie de privatisation presque dans tout le Tiers Monde et ceci sous influence de la Banque Mondiale. Ce qui signifie qu'il est mis sous la coupe du marché. C'est grave, car avec cette logique, il devient de plus en plus élitiste. De moins en moins centré sur la formation des hommes et des femmes et de plus en plus sur les besoins du marché. Cette tendance est générale.

***Vous dites qu'en ce qui concerne le primaire et le secondaire, on voit nettement les tendances positives de certains pays et les tendances négatives d'autres.***

***Peut-on voir une logique derrière les évolutions ?***

***Quels sont ceux qui progressent par exemple ?***

C'est très clair : ce sont en général les pays qui ont choisi la voie socialiste. Pas nécessairement ceux qui portent l'étiquette de pays socialistes, mais en tout cas ceux qui ont choisi un développement de type socialiste. Bien sûr il y



François Houtart

a les pays dont les progrès ne datent pas d'hier : Cuba, Vietnam, Chine. Mais maintenant, il y a aussi le Venezuela, la Bolivie. Il est encore un peu tôt pour parler de l'Équateur ou du Nicaragua, bien que dans ce dernier pays on a relancé la gratuité après 17 ans de régression.

***Vous déclariez récemment : « L'adversaire, c'est la logique du capitalisme ! ». Vous le confirmez maintenant en montrant que les projets socialistes sont les seuls à même de faire progresser les niveaux d'enseignement dans le Tiers Monde. Mais voyez-vous une alternative réelle à ce capitalisme qui semble triomphant ?***

Tout d'abord, soyons complets. Certains pays du Tiers Monde qui ont choisi un développement capitaliste ont parfois fait des progrès dans l'enseignement. Je pense par exemple à Taiwan, Hong Kong, Corée du Sud, Singapour. Mais dans tous ces cas, il y a eu conjonction de deux facteurs. D'une part un apport important de capitaux dû à la volonté des puissances occidentales de développer coûte que coûte des pays situés aux portes de pays communistes, afin qu'ils servent d' « exemples ». D'autre part, des pressions de la base (syndicats, ...) sur les États pour qu'ils investissent dans l'enseignement.

Mais pour en revenir à la question, oui, je garde des positions très fermes. Quand on analyse le système capitaliste et son mode de développement, on voit qu'à peu près 20 % de la population mondiale se développe de manière spectaculaire. Je parle ici surtout pour les pays du Sud. Car dans le Nord, on assiste à une régression. Mais la tendance est la même : une minorité qui dispose de plus en plus de richesses et une majorité qui commence à connaître des difficultés, voire qui rejoint parfois les rangs de la pauvreté. Ce type de modèle de développement qui laisse de côté ce que Susan George appelle « les foules inutiles », parce qu'elles ne contribuent ni à produire de la valeur ajoutée ni à consommer, est typique du capitalisme. Il est plus avantageux pour l'accumulation du capital de produire des biens sophistiqués pour une minorité que de produire pour une grande masse des biens qui ont peu de valeur ajoutée. Cette logique ne peut résoudre des problèmes qui concernent de centaines de millions de personnes.

Aujourd'hui, on se trouve dans cette situation paradoxale d'un monde où on n'a jamais produit autant de richesses (7 fois plus en 50 ans) et où une personne meurt de faim toutes les quatre secondes. Alors si c'est ça le modèle, comment peut-on l'accepter ? Et dire qu'il est efficace ? On pourrait même dire que jamais l'Humanité n'a produit un modèle aussi inefficace pour résoudre ses problèmes économiques. En tout cas, si l'on considère que l'économie est l'activité qui est destinée à produire les biens nécessaires pour la vie physique, culturelle et spirituelle de tous les êtres humains. Donc, la critique du capitalisme doit être radicale. Nous savons bien qu'on ne transformera pas le système en un jour. Ni même sans doute en une généra-

tion. Mais nous devons mettre en route tout ce qui permet d'arriver à une autre logique de l'organisation du monde. Et ça c'est le seul modèle socialiste.

***Lorsque vous soutenez ainsi le socialisme et concrètement des pays comme Cuba ou le Vietnam, ne voyez-vous pas de contradiction avec votre engagement religieux ?***

Il faut toujours placer les choses dans leur contexte historique. Le socialisme s'est développé lors de luttes de classes très fortes en Europe. Lors de ces luttes, la classe ouvrière a vu dans l'Église catholique un ennemi de classe. Ce qui, objectivement, n'était pas faux. Non seulement, un certain anticléricalisme, mais même des positions antireligieuses se sont alors développées au sein du socialisme.

Comme sociologie de la religion, c'est un phénomène que j'ai été amené à étudier. Pour les pays du Tiers Monde, qui ont hérité de la même tradition, on s'est trouvé devant un phénomène semblable. Lorsque certains de ces pays sont passés au socialisme, ils ont donc adopté des positions antireligieuses très marquées. Le problème pour moi, et pour beaucoup d'autres, a été de faire la différence entre un projet socialiste et une politique antireligieuse. Et d'essayer de contribuer à montrer que ces politiques antireligieuses pouvaient être éventuellement justifiées quand les institutions religieuses étaient un des obstacles à une véritable émancipation de la base. Mais qu'elles pouvaient aussi être erronées lorsqu'il y avait des attitudes anti-religieuses qui provenaient d'un dogmatisme plutôt que de la réalité.

C'est ainsi qu'en 1986, j'ai été invité par le Comité Central du Parti Communiste Cubain à donner un cours accéléré de sociologie de la religion pendant 15 jours à des responsables idéologiques du gouvernement et du parti. Parce que les intellectuels marxistes cubains étaient interpellés par des mouvements comme la théologie de la libération en Amérique Latine ou par l'engagement révolutionnaire de beaucoup de chrétiens en Amérique centrale. Ils se disaient : « la religion, opium du peuple » ne marche plus ! ». La conclusion à laquelle j'étais arrivé, c'était de leur dire : si vous êtes vraiment marxistes, vous ne pouvez pas adopter une position dogmatique. Vous devez observer les faits. Nous l'avons fait pendant deux semaines en analysant la réalité contemporaine, l'histoire, les différentes religions, pour arriver à la conclusion que, dans un certain nombre de cas, la religion était l'opium du peuple et dans d'autres pas du tout. Elle peut être au contraire, une motivation pour l'engagement. Et ils ont été d'accord là-dessus. Une des conséquences a été que l'année suivante, fut abrogé un article des statuts du Parti qui empêchait les croyants d'en devenir membres. Cela ne signifie pas la fin des conflits. Mais il n'y a plus cette attitude dogmatique de penser qu'il n'était pas possible d'être socialiste sans nécessairement devenir athée. C'est à mon avis un faux problème qui a été un des obstacles à la pénétration du socialisme dans les masses croyantes, notamment en Asie. Et donc, une



François Houtart

erreur stratégique considérable. Dans tous mes contacts avec les pays socialistes, j'ai toujours essayé de faire passer l'idée qu'il faut analyser au cas par cas et ne pas avoir une attitude dogmatique. En URSS par exemple, ce fut une grave erreur d'avoir proclamé l'athéisme comme « religion d'Etat ».

***Vous savez qu'en Belgique également il y a de gros problèmes d'inégalités dans l'enseignement. A l'Aped, nous avons pu établir un lien entre cette situation et le libéralisme total qui règne en ce qui concerne les inscriptions. Nous avons rédigé un programme en 10 points dans lequel nous proposons, entre autres, un système d'affectation des élèves beaucoup plus régulé que celui que nous connaissons. En clair, nous voulons encourager au maximum qu'un élève soit affecté dans une école proche de son domicile et dans laquelle règne une grande mixité sociale. Cette proposition se heurte malheureusement à une situation particulière à notre pays, en tout cas dans son ampleur : la moitié des écoles au moins sont des écoles libres catholiques. Impossible évidemment d'obliger des parents à mettre leurs enfants dans une école orientée philosophiquement. Par ailleurs, nous ne pensons pas qu'il est souhaitable que les jeunes soient scolarisés en fonction des orientations philosophiques de leurs parents : les catholiques d'un côté, les musulmans d'un autre, les athées encore ailleurs, etc. C'est pourquoi un des points de notre programme propose la fusion des réseaux en un seul réseau public. Comment réagissez-vous ?***

Pour moi, la préoccupation fondamentale est la justice sociale. Or, les systèmes scolaires sont un des instruments par lesquels se construit l'injustice sociale. La justice est une valeur humaine fondamentale. Et aussi une valeur chrétienne. Le témoignage que les chrétiens doivent pouvoir apporter dans une société, c'est justement de soutenir toutes les mesures qui permettent de supprimer les inégalités ou de les réduire au maximum. Ce fut toujours une difficulté du système institutionnel catholique d'éducation de se remettre en question de ce point de vue. Il ne s'agit pas de critiquer les intentions : les premières écoles catholiques s'adressaient aux pauvres à une époque

où il n'y avait pas d'enseignement public généralisé. Encore maintenant, j'entends beaucoup parler d'écoles pour les pauvres dans le Tiers Monde. On ne peut reprocher de vouloir aider les pauvres à sortir de leur situation. Encore que, par le biais de l'école, ce ne peut être essentiellement qu'une « sortie » individuelle. Pas collective, ce qui peut être aussi critiqué d'un point de vue social, si d'autres politiques ne sont pas menées conjointement.

Au fur et à mesure que les systèmes d'enseignement se sont institutionnalisés, les fonctions ont changé. Parfois même sans que les intentions changent. J'ai par exemple étudié le système confessionnel en Inde (les écoles catholiques). Au départ, il s'agissait de sortir les pauvres de leur situation. Mais maintenant, avec toute l'évolution du système d'enseignement, la majorité des écoles secondaires sont au service de l'élite. Elles disposent d'un personnel compétent et motivé, mais la majorité des aides sont réservées aux privilégiés. Dans bien des pays, même les élites non chrétiennes utilisent cette voie. Pour intégrer les groupes dominants politiques ou économiques, il faut être passé par l'école des frères X ou des sœurs Y. Même si on est musulman, bouddhiste ou confucéen.

Donc, il y a eu une évolution sociale du secteur (même chose dans le domaine de la santé) qui oblige à repenser l'action.

Chez nous, je n'ai jamais vu de réflexion fondamentale sur l'évolution de la fonction de l'enseignement catholique. Si ce n'est une défense d'idées toute faites, avec lesquelles on peut être théoriquement d'accord, comme le droit à un enseignement religieux par exemple. Mais il s'agit de réflexions qui ne remettent pas en question la réalité. Or, il y a un monde entre la réalité et les idées. Le système de l'enseignement libre chez nous contribue réellement à reproduire les inégalités sociales (en partie aussi l'enseignement officiel) et il n'a pas été prêt à se remettre en question de ce point de vue. Il est donc plus qu'un système pédagogique bien organisé choisi par une proportion importante des familles en Belgique.

Une deuxième idée toute faite est que l'école catholique crée un milieu favorable à l'enseignement religieux et moral. Cela non plus n'a jamais été remis en question. Or, à ma connaissance, aucune étude sérieuse n'existe sur ce problème. Dans un certain nombre d'écoles, l'enseignement religieux est très déficient. Il est parfois purement élitiste (religion spiritualiste sans engagement social) et devient une légitimation de la position de classe, sans déboucher sur les fondements du christianisme.

Conclusion : si l'on peut arriver à un système qui réunit dans un projet commun l'ensemble des réseaux en Belgique et s'il s'avère que cette option-là est plus favorable à la justice sociale et à plus d'égalité dans notre société, il me semble que c'est un engagement que les chrétiens doivent prendre. Même si cela remet en question le système d'institutions catholiques, qui finit par être plus une source de pouvoir qu'une institution de service. Cela ne remet pas en question le dévouement des enseignants et la qualité



François Houtart

de leur travail pédagogique ni même les intentions de ceux qui organisent ce réseau et qui continuent à le reproduire. C'est un appel à une autocritique sociale, en fonction des exigences de l'évangile.

Ceci dit, c'est vrai qu'il y a une demande légitime de la part des parents et des institutions religieuses d'éduquer les enfants dans une tradition soit chrétienne, soit musulmane, soit juive. Le problème est donc de voir comment on peut assurer cela dans un réseau unique. Ça ne semble pas impossible. J'ai vécu au Sri Lanka pendant la période où l'on a nationalisé l'enseignement confessionnel. Ce fut une lutte politique très dure, car l'Eglise catholique s'y opposait bec et ongle. Actuellement, toutes les écoles sont publiques.

Mais l'enseignement religieux y est garanti par la loi. Après 25 ans, pratiquement plus personne, même dans l'Eglise catholique, ne veut revenir au régime antérieur. On a donc trouvé une solution qui garantit à la fois un enseignement commun et une possibilité d'éducation religieuse au choix, qu'elle soit catholique, bouddhiste, musulmane ou hindoue.

***Vous considérez donc que les chrétiens devraient accepter la proposition de l'Aped de fusion des réseaux ?***

Non seulement ils devraient l'accepter, mais je trouve que c'est le devoir des chrétiens de la soutenir, à partir du moment où cela permettrait d'obtenir un système éducatif plus juste. Précisément parce que l'option de Jésus a été en faveur des pauvres, pour la justice, contre les pouvoirs qui étaient sources d'oppression. Y compris les institutions religieuses dans sa société.

Nous, chrétiens, devons donc analyser chaque situation. Et voir dans quelles mesures la situation actuelle contribue à la justice ou non. Et si non, quels sont les obstacles. Tout peut être changé pour améliorer les situations tout en répondant à la préoccupation des parents qui désirent une éducation religieuse pour leurs enfants.

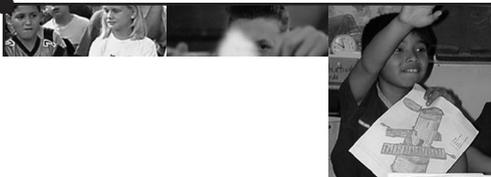
***Une dernière question. Le voile islamique apparaît parfois comme une marque d'oppression de l'homme sur la femme. Il est aussi un symbole religieux. Pour ces raisons, certains veulent l'interdire à l'école. D'autres pensent que ce n'est pas une bonne idée car c'est aussi un signe d'appartenance culturelle. Quelle est votre position ?***

Je réagis en sociologue. Le voile est effectivement un symbole religieux. Mais il est aussi plus largement culturel. Il faut se demander pourquoi, dans notre société, on assiste

à une résurgence du phénomène. Sans doute, l'idéal serait que cette forme d'expression disparaisse petit à petit, dans la mesure où il est aussi un signe de soumission de la femme. Mais il est important que ces jeunes filles soient reconnues pour ce qu'elles sont dans la société où elles vivent, car le voile devient un symbole d'affirmation de soi.

Réagir de façon coercitive ne fait donc qu'accentuer le problème, au moins à court terme. C'est à dire renforcer l'idée que les musulmans sont réprimés. Que toute forme d'expression de leur religion va être rejetée culturellement y compris par des mesures répressives. N'est-ce pas la pire manière de rencontrer un phénomène culturel ? Ces derniers ne se traitent pas par des mesures administratives ou répressives. Mais par un processus graduel, qui finit par être intégré dans la conscience.

Donc non à toute mesure administrative. Pourquoi ne demanderait-on pas, sinon, aux religieuses d'enlever leur voile quand elles enseignent. Vraiment, je pense qu'une telle mesure pourrait aggraver la situation. C'est plutôt localement, dans chaque école, qu'il faut voir avec les enseignants et tous les élèves comment créer une ambiance dans laquelle on arrête de rejeter une personne simplement parce qu'elle porte un voile. De voir comment assurer un climat où elle est acceptée pour ce qu'elle est et respectée dans ce qu'elle est. De manière donc à ce qu'elle ne se sente plus obligée de se manifester de façon agressive (c'est parfois le cas) pour conserver son identité. Il serait important de disposer d'études systématiques sur le bilan de la situation en France après les mesures qui y ont été prises. Certains prétendent que ce fut efficace. A voir !



Par Philippe Schmetz

## **Une rencontre contre nature ?**

*Début en fanfare pour cette nouvelle rubrique récurrente: le compte-rendu d'une activité palpitante et, qui plus est, parfaitement transposable sous toutes les latitudes. Une piste pédagogique « cinq étoiles », assurément, car, en réunissant des finalistes de 6ème générale de l'Athénée de Soumagne et de 7ème professionnelle de St Laurent Fléron, les organisateurs jetaient des ponts entre des jeunes issus de milieux, de filières et de réseaux différents, fréquentant, d'un côté, le cours de morale laïque et, de l'autre, celui de religion catholique, le groupe de Fléron étant constitué exclusivement de garçons, celui de Soumagne comptant une dizaine de jeunes filles.*

Petit cocorico : le projet est né au sein de l'équipe de l'Aped de Liège, qui a pour particularité de réunir, entre autres, des professeurs de morale ... et des professeurs de religion. Sa réalisation est un premier aboutissement de l'envie déjà ancienne dans ce groupe de faire sauter des verrous « historiques » du système scolaire belge. Chapeau à Stéphanie Franck et à Vito Dell'Aquila pour leur initiative, leur énergie et les nombreuses (dizaines d') heures de préparation qu'ils y ont investies (et qu'ils nous livrent à travers ces lignes) !

### **Des objectifs**

La rencontre avait pour objectifs d'amener les jeunes à s'exprimer (plus librement qu'au cours parce qu'on sort du contexte strictement scolaire), à débattre et à confronter leurs points de vue sur des thèmes qui les concernent (avec une palette très riche - général, professionnel, filles, garçons, morale laïque, religion catholique, étudiants musulmans, réseau officiel, réseau catholique ...) et de leur amener quelques éléments de synthèse pour alimenter leur réflexion. Une mise au point préalable s'impose pour éviter tout malentendu : si le « cocktail de différences » composé pour la circonstance s'est avéré très productif, ces particularités, aux yeux des organisateurs, ne justifient pas



*BBQ Aped Liège le 6 juillet dernier*



## une rencontre contre nature?

l'existence de différents réseaux et filières d'enseignement concurrents. Au contraire, ils prônent une école commune publique. Le dialogue et la fécondité du travail de cette demi-journée auront d'ailleurs démontré à souhait que ces jeunes-là sont prêts.

### Rencontre, mode d'emploi

Les enseignants ont d'abord vérifié auprès de leurs élèves respectifs que le projet les intéressait. Il leur aura aussi fallu obtenir l'aval des deux directions.

Quels seraient les thèmes abordés ?

- Avantages et inconvénients des deux filières d'enseignement, le général et le professionnel,
- Athéisme, religion, culture,
- Relations filles-garçons, couple et sexualité, en lien avec la culture.

De chaque côté, les élèves ont formulé des questions, sur les deux derniers thèmes, à destination de l'autre groupe. Chacun des professeurs a passé une heure dans la classe de l'autre pour se présenter et préparer la rencontre.

L'implication des jeunes allait au-delà de la formulation de questions : plusieurs d'entre eux apportaient des spécialités culinaires, partagées lors du repas de midi. Ils ont aussi participé très activement aux préparatifs et au rangement des installations.

Le lieu choisi pour la rencontre devait être un « terrain neutre » et extérieur à l'école. L'Espace Loisirs de Fléron était l'endroit rêvé. Niché au pied de l'imposant terril de Retinne, devenu zone verte, il offre une grande salle de réunion, des terrains de sport et les barbecues de circonstance. Car cet après-midi devait allier réflexion et détente. En voici le programme, ainsi que les méthodes employées. L'apéritif est pris deux par deux, chaque duo, tiré au sort, composé de jeunes des deux écoles. Objectif présentations. Après le barbecue et le dessert, place aux choses sérieuses. Pour traiter le premier thème, quatre sous-groupes « homogènes » sont composés : deux de 7P et deux de 6G. Le questionnaire est le même pour tout le monde : quels sont, selon vous, les avantages et les inconvénients respectifs de l'enseignement général et de l'enseignement professionnel ? Chacun des deux enseignants organisateurs circule dans les groupes de « l'autre école ». Chaque groupe note ses idées sur un panneau.

S'ensuit une réunion plénière où les réponses sont mises en commun. Des questions de clarification peuvent ensuite être posées. Un troisième enseignant (votre serviteur) prend des notes puis fait une synthèse (en y apportant des éléments théoriques sur le système d'enseignement belge, ses filières hiérarchisées, les différentes logiques qui s'y affrontent...). Les deux autres thèmes seront abordés en plénière, sur base des questions écrites par chacun des groupes et sous forme d'un débat (qui nécessite un animateur expérimenté car les sujets sont passionnels). Une pause permet de se rencontrer sur le terrain sportif (football, basket, pétanque). Puis vient déjà le temps de l'évaluation ... et du rangement. Voilà pour la structure. Qu'en fut-il du contenu ?

### Des échanges très riches en enseignements

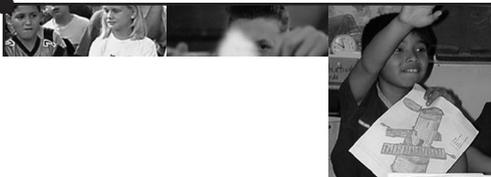
La principale question traitée ce jour-là aura été celle de la comparaison des filières d'enseignement. Et force fut de

constater une réelle convergence. Les perceptions des uns et des autres, loin de s'opposer, conduisaient à une même synthèse. Du côté du général comme du professionnel, les jeunes observent de graves lacunes (ici techniques, là intellectuelles). Apparaissent cependant de nettes différences de « destins sociaux » : si la filière générale oblige les étudiants à poursuivre des études supérieures, elle les conduira vers des postes plus valorisants (dans tous les sens du terme), avec plus de polyvalence. Les professionnels, s'ils sortent de l'école secondaire avec « un métier dans les mains », seront bien plus exposés aux accidents et maladies du travail, pour des revenus inférieurs. Par ailleurs, tout le monde s'accorde à reconnaître l'enjeu majeur d'une citoyenneté critique, cette capacité de comprendre le monde et d'y prendre position. Une citoyenneté qui suppose une formation générale et polytechnique pour tout le monde. Tous les jeunes présents autour de la table sont a priori capables de se développer dans ces deux dimensions. Mais mener de front la dimension générale et la dimension technique est impossible dans des limites horaires raisonnables (la trentaine d'heures de cours hebdomadaire). Ne pourrait-on dès lors imaginer : 1° un investissement massif de l'Etat dans le fondamental, pour que chaque enfant en sorte avec le bagage nécessaire, 2° une école commune jusqu'à 16 ans, essentiellement générale mais aussi polytechnique, 3° un dernier cycle secondaire à finalité plus orientée. Nos fidèles lecteurs auront reconnu des conclusions fort proches du programme de l'APED, « Vers l'école commune ». Il n'y aura pourtant pas eu de « manipulation » des participants. Juste cette question : quels sont, selon vous, les avantages et inconvénients respectifs des filières générale et professionnelle ?

Nous avons eu moins de temps pour débattre des nombreuses questions ayant trait aux religions, à l'athéisme, à la culture, aux relations filles-garçons, etc. Le débat se sera vite focalisé sur les limites, l'interdiction, l'égalité hommes-femmes, selon les différents milieux familiaux et culturels des jeunes participants. Le débat était plus passionnel, les positions plus tranchées. Mais la confrontation de points de vue différents, dans de bonnes conditions d'échange (convivialité, terrain neutre, animateurs expérimentés), ne peut qu'être utile, ouvrir quelques failles dans les logiques les plus fermées. Voilà une discussion qui nous aura confortés dans la conviction qu'il faut multiplier ce genre de rencontres, et, en parallèle, bien entendu, poursuivre le travail scolaire d'instruction.

### Des perspectives plus ambitieuses

Pour les enseignants, cette activité était aussi un ballon d'essai, pour voir si on pourrait renouveler ce type d'expérience avec plus d'ambition. Les participants ont en tout cas exprimé leur satisfaction. Ils regrettaient que la rencontre n'ait pu s'étaler sur une journée entière. Voir plus. Une idée très intéressante aux yeux des enseignants : l'action pourrait se dérouler en deux temps, en début et en fin d'année. Les questions soulevées lors de la première entrevue seraient travaillées en classe, puis remises en commun en fin d'année. On pourrait ainsi mesurer l'impact des cours (philosophiques et autres) sur les convictions des jeunes. Et mieux comprendre leur rapport au savoir. Qu'est-ce qui joue le plus dans leurs représentations du monde ? La culture ? Les cours ? D'autres influences ?



.....  
: **Samedi 20 octobre à Bruxelles**  
: **Six heures pour**  
: **l'école démocratique**  
: **2007**

*L'événement est en passe de devenir un moment incontournable dans le paysage éducatif belge : les « six heures pour l'école démocratique » en sont, en 2007, à leur troisième édition. Une fois de plus, un programme varié d'ateliers et de promenades vous est proposé, pour découvrir et partager comment ouvrir les élèves aux «savoirs qui donnent force pour comprendre le monde et pour le transformer»...*

*Découvrez ci-dessous la partie francophone du programme. Si vous êtes bilingue, n'hésitez pas à consulter également le volet néerlandophone sur [www.democratischeschool.org](http://www.democratischeschool.org)*

**Renseignements pratiques:**

site [www.democratischeschool.org](http://www.democratischeschool.org)

**9h15 • ouverture des portes**

Café, croissants, nombreux stands

**10h • Promenades et ateliers**

**Promenade 1 - Comment apprendre à décoder l'invasion publicitaire dans l'espace public ?**

Une promenade animée par **Bernard Legros** (Aped + Résistance à l'Agression Publicitaire, RAP, co-auteur de «L'école et la peste publicitaire», éditions Aden, septembre 2007). Rendez-vous à la Gare du Midi, au «point de rencontre».

**Promenade 2 - Quartier Nord.**

Promenade animée par **Ludwine Dael** (Tochten van Hoop). Rendez-vous Gare du Nord, salle des guichets.

et si on essayait l'école communie ?  
6 heures pour l'école démocratique



## six heures pour l'école démocratique

### **promenade 3 - Le Mouvement Ouvrier à Bruxelles.**

Rendez-vous gare Centrale (salle des guichets).

### **atelier 1 - Inégaux dès l'école maternelle : déjà !**

Avec **Anne-Sophie Lenoir**, pédagogue, enseignante dans le Supérieur Pédagogique (instituteurs maternels) et **Michèle Sacré**, institutrice maternelle (toutes deux Aped).

### **atelier 2 - Des inégalités à l'école primaire,**

avec **Francesco Dell'Aquila**, psycho-pédagogue (Ulg), et **Dominique Dell'Aquila**, instituteur

Sur le même canevas que l'atelier « école maternelle », une réflexion sur les inégalités dans le primaire.

### **atelier 3 - Quels cours philosophiques et de religion à l'École ?**

Avec **Stéphanie Franck**, professeur de morale laïque et **Vito Dell'Aquila**, professeur de religion, (tous deux Aped)

### **atelier 4 - Jeunes et violence,**

avec **Carla Nagels**, criminologue et sociologue (ULB), commission jeunesse de la Ligue des droits de l'Homme, et **Philippe Schmetz**, (Aped)

### **atelier 5 - En langues aussi, «tous capables» !**

Initiation pratique à l'utilisation des intelligences multiples, avec **Dominique Byl**, professeur de néerlandais en Promotion Sociale

### **atelier 6 - Quelles réformes pour lutter contre les discriminations sociales à l'École ?**

Débat entre **Marie Arena**, Ministre de l'Enseignement Obligatoire en Communauté Française, **Thierry Jacques** (MOC) et **Jean-Pierre Kerckhofs**, président de l'Ape

### **12h à 14 h • Pause repas**

(Couscous sur commande, sandwiches).

Stands et projections

### **14h à 14h30 • Séance plénière**

Brève allocution. Présentation d'un projet d'enquête sur «les savoirs porteurs de compréhension du monde».

### **14h30 • Promenades et ateliers**

Pour toutes ces promenades : rendez-vous et départ depuis l'Institut St. Julien Parnasse, où ont lieu les ateliers, à 14h30

### **promenade 4 - La révolution belge de 1830 : nationale et/ou sociale ?**

### **bourgeoise et/ou populaire ?**

Promenade guidée par **Serge Deruette**, Professeur à l'Université de Mons-Hainaut (UMH) et aux Facultés Universitaires Catholiques de Mons (FUCaM)

### **promenade 5 - Démocratique l'Union Européenne ?**

Balade dans le quartier européen et visite du Parlement, avec **Gérard de Sélys**, ancien journaliste RTBF

### **promenade 6 - Bruxelles, asile ou enfer des réfugiés.**

Promenade guidée par un animateur d'École Sans Racisme

### **atelier 7 - Pourquoi et comment intégrer les paramètres écologiques et climatiques dans nos cours ?**

avec **Bernard Legros** (Aped +Résistance à l'Agression Publicitaire, RAP) et **Jean-Noël Delplanque** (Aped)

### **atelier 8 - Quelle formation des jeunes enseignants pour lutter contre les inégalités entre enfants à l'école fondamentale ?**

avec **Anne-Sophie Lenoir**.

### **atelier 9 - Savoirs et compétences, des enjeux seulement pédagogiques ?**

avec **Marcel Crahay**, pédagogue (ULg et Université de Genève) et **Nico Hirtt** (Aped)

### **atelier 10 - Enseignement bilingue en immersion : pourquoi et comment ?**

Etudes, expériences et évaluation, avec **Laurence Mettwie** (FNDF) et **Virginie Favresse** (STIMOB = stimulerend taalonderwijs brussel)

### **atelier 11 - Education aux Médias. Le cas du Venezuela**

à travers la presse belge et française. Avec **Michel Collon**, auteur d'Attention médias ! et de La Solution Chavez (à paraître)

### **atelier 12 - L'importance de l'enseignement artistique**

(et particulièrement de la musique). Avec **Olivier Poumay** et **Maurizio Di Sotelo**, tous deux professeurs de musique et membres de l'Aped

### **17h • fin des travaux**

On se retrouve autour du bar, ouvert jusqu'à 18 heures.



## **Communauté française de Belgique**

### **Lecture et écriture: état des lieux**

Le Ligueur de ce 22 août fait écho au test externe de lecture et de production d'écrits réalisé en février dernier dans toutes les écoles de tous les réseaux de la Communauté. Un état des lieux capital, tant la lecture et l'écriture sont les passages obligés pour tout apprentissage et toute acquisition des compétences indispensables dans la vie sociale. Ce sont les 2ème et 5ème primaires, ainsi que les 2ème secondaires, qui ont passé les tests (en toute logique, progressivement plus longs, denses et complexes). Et c'est Dominique Lafontaine, docteur en Education et professeur à l'université de Liège, qui a analysé ces évaluations. Pour aboutir à des conclusions qui, malheureusement, confirment nos propres analyses.

Si, en 2ème primaire, les résultats sont globalement bons - 77% des élèves ont plus de 70% -(avec quand même déjà 11% d'enfants en difficulté et 4% en très grande difficulté), par la suite, les enfants ne progressent pas assez (doux euphémisme) et les différences s'accroissent. En 5ème primaire, 67% de réussite, mais 30% en relative difficulté, dont 15% en sérieuse difficulté. En 2ème secondaire, la réussite n'est plus que de 59% (seuls 29% des élèves ont plus de 70%), plus de 50% sont en difficulté relative, dont 30% en sérieuse difficulté ! En 2ème professionnelle, malgré un questionnaire spécifiquement adapté, le taux de réussite tombe à 48%, avec à peine 12% des élèves qui atteignent un score de 70%. 52% des jeunes de 2P sont en très sérieuse difficulté. Dominique Lafontaine confirme le lien entre réussite et statut social et culturel des enfants : les enfants issus de familles précarisées sont surreprésentés dans le groupe d'élèves en grande difficulté. C'est déjà évident en primaire, c'est encore plus criant dans le secondaire.

En guise de solutions, elle avance deux ou trois suggestions : lier la lecture au plaisir et à l'intérêt que les enfants y prennent ; leur apprendre à avoir une démarche active de sens par rapport au texte ; poursuivre l'apprentissage de la lecture bien au-delà de la deuxième primaire avec des formes explicites de compréhension. Certes, nous ne pouvons qu'abonder dans ce sens. Mais, puisque la corrélation est une fois de plus confirmée entre apprentissage et ségrégation sociale, nous rappelons qu'aux yeux de l'APED, sans véritable mixité sociale ni tronc commun jusqu'à 16 ans, il n'y aura pas de progrès spectaculaire à attendre des prochains tests.

(PhS)

### **Obésité**

Que vient faire l'obésité dans l'Ecole démocratique ?

Je viens tout simplement de lire la chronique « santé » signée Gilles Goetghebuer dans le Télé Moustique du 20 juin 2007, qui établit des liens entre surpoids en Europe, classes sociales ... et école.

Les statistiques l'indiquent : riches et pauvres ne sont pas égaux devant l'alimentation. Les riches mangent moins gras et moins sucré que les pauvres. Et l'école, là-dedans ?

L'Allemagne est la dernière de la classe en termes de surpoids. Et pas seulement à cause de sa notoire consommation de bière. Les petits Allemands quittent l'école à 13 heures. Ils dînent chez eux, souvent seuls - leurs parents travaillent -, et grignotent tout l'après-midi, plutôt que manger équilibré. Ce que ne font pas ceux qui suivent des cours de sport, de théâtre, de dessin, de musique, etc. Une option pédagogique sûrement privilégiée par les familles aisées. Goetghebuer fustige aussi les responsables politiques : ils doivent prendre des mesures radicales, comme interdire les distributeurs de sodas dans les écoles.

(PhS)



brèves

### **Monsieur le président...**

Voici un extrait d'un dialogue organisé par Philosophie magazine entre Michel Onfray et Nicolas Sarkozy et publié dans le numéro d'avril. C'est Nicolas Sarkozy qui s'exprime :

«J'inclinerais, pour ma part, à penser qu'on naît pédophile, et c'est d'ailleurs un problème que nous ne sachions soigner cette pathologie. Il y a 1 200 ou 1 300 jeunes qui se suicident en France chaque année, ce n'est pas parce que leurs parents s'en sont mal occupés ! Mais parce que, génétiquement, ils avaient une fragilité, une douleur préalable. Prenez les fumeurs : certains développent un cancer, d'autres non. Les premiers ont une faiblesse physiologique héréditaire. Les circonstances ne font pas tout, la part de l'inné est immense.»

Voilà donc le coeur de l'idéologie de la droite ; nous le connaissons, il est intéressant que Nicolas Sarkozy le rappelle... «la part de l'inné est immense».

Vous avez dit «Priorité à l'éducation» ?

Bon courage à tous. (Philippe Meirieu, mai 2007)

### **France**

#### ***La marchandisation de l'Education s'affiche sans vergogne avec l'UMP***

Le gouvernement de Sarkozy a annoncé à plusieurs reprises sa volonté de mettre en place des études en fin d'après-midi dans les établissements pour les élèves en échec scolaire, payées en heures supplémentaires aux professeurs volontaires pour arrondir leurs fins de mois.

Dans le même temps, il annonce la suppression d'environ 17000 postes d'enseignants pour la rentrée 2008, selon les dernières déclarations du ministre de l'Education Nationale.

D'un côté, on supprime des milliers de postes, et de l'autre, on installerait en heures supplémentaires des dispositifs censés lutter contre la difficulté scolaire. La mise en place d'études après les cours ne saurait faire oublier que c'est d'abord et avant tout dans la classe qu'il convient d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves : travail en petits groupes, temps pour mener à bien des projets collectifs, soutien... activités qui doivent toutes être encadrées par les enseignants et intégrées dans leur service hebdomadaire.

Le chômage et la précarité sont le résultat des politiques libérales menées par les gouvernements successifs. Mais les libéraux ont trouvé le filon en spéculant sur l'angoisse des parents parmi ceux qui sont les plus démunis en capital culturel pour pouvoir accompagner leurs enfants tout au long de leur scolarité.

Ainsi, il est pour le moins étonnant de voir, depuis quelques jours, la plaque du tout nouveau député UMP de la circonscription de Millau, 24 avenue Jean Jaurès (sic), transformée, comme par hasard, en espace publicitaire pour une société qui vend des cours particuliers et fait de la pub pour une boîte de formation privée. Renseignements pris, il ne s'agit pas de collègues enseignants qui veulent travailler plus pour gagner plus, mais d'intervenants extérieurs à l'Education Nationale, embauchés par une société sous statut associatif, qui facture ses prestations du CP à la Terminale ! On serait bien curieux de connaître le niveau de rémunération de ces enseignants et la nature de leurs contrats de travail (CNE ?)...

Nous perdons, cette année, encore 23 postes dans l'Aveyron, uniquement pour le second degré. On ferait mieux d'ouvrir des postes aux concours pour les jeunes diplômés afin de permettre au service public d'éducation de fonctionner correctement, plutôt que d'encourager au plus haut niveau de l'Etat UMP ce type de pratiques aussi illusoires et inefficaces que ruineuses pour les familles.

(Edouard Martin, professeur au lycée de Millau, membre du bureau départemental du SNES Aveyron, lundi 16 juillet 2007)



## De Steinbeck ... à Mordillat Par Philippe Schmetz

Plus de soixante-cinq ans séparent les deux romans dont il sera question dans ce numéro. Mais c'est une même colère qui s'y exprime, celle de travailleurs face à l'injustice qui leur est faite. Des travailleurs privés de leur gagne-pain et qui luttent pour survivre. Deux lectures utiles à plus d'un titre pour nous-mêmes comme pour des étudiants.

### John Steinbeck

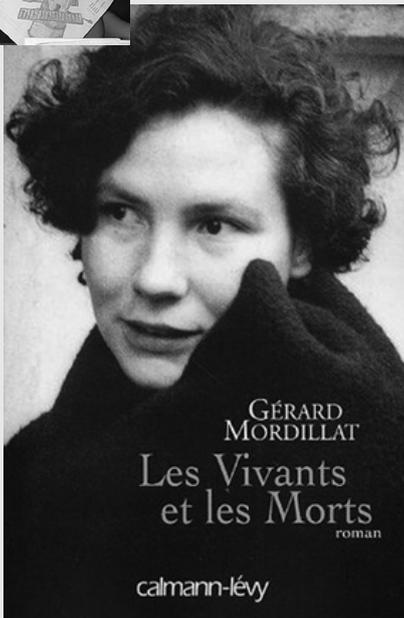
A tout seigneur, tout honneur. Steinbeck signe, en 1939, un authentique chef-d'œuvre, devenu depuis lors un classique de la littérature (après avoir fait scandale dans les milieux bien-pensant) : Les raisins de la colère (disponible en Folio n°83, 639 p.). Il y raconte la descente aux enfers de la famille Joad, chassée de sa ferme par la volonté de propriétaires bien décidés à rentabiliser au maximum leurs terres en accélérant la mécanisation des cultures. C'en est fini des petites exploitations tenues par de modestes métayers. Les Joad s'en vont rejoindre sur la route les milliers de familles qui partagent leur sort.

Alternant des chapitres décrivant la « grande dépression » américaine des années '30 et le sort d'une famille en particulier, Steinbeck rend un vibrant hommage au courage et à la solidarité des travailleurs et dresse un portrait féroce des grands propriétaires et autres capitalistes.

L'écriture et la construction du roman sont remarquables. Aussi bien les descriptions minutieuses que les dialogues plongent le lecteur au cœur de cette terrible époque (pour compléter la lecture, pensez au film éponyme de John Ford, réalisé à peine un an plus tard, et aux photos de Dorothea Lange, qui a fixé sur la pellicule cette page de l'histoire américaine avec beaucoup d'humanité).

Le roman de Steinbeck est bien sûr soutenu par les convictions de l'auteur, sa critique du capitalisme et sa foi en la solidarité et en l'organisation collective.

Vous retrouverez ces qualités dans un roman français tout récent. Son auteur, Gérard Mordillat, ne fait d'ailleurs pas mystère de cette filiation : « Je voulais saluer la grande tradition populaire du roman français, de Hugo à Zola. Même si je me sens plus proche du roman social américain, de Steinbeck à Dos Passos. Dans Les Vivants et les Morts, comme dans leurs romans, tout passe à travers ce que font les personnages.



Je ne suis pas sur le terrain de l'introspection psychologique, mais sur le terrain de l'action. C'est mon côté américain.» (Télérama, 22 janvier 2005).

### Gérard Mordillat

**Les Vivants et les Morts,**  
Calmann-Lévy, 2004 (disponible en Livre de Poche, n° 30497, 829 pages)

Ça démarre sur les chapeaux de roues : dans une petite ville du Nord de la France, les éléments se déchainent et les pluies diluviennes menacent l'usine Plastikos, une usine de fibre plastique, plus familièrement appelée la Kos. C'est l'usine de Rudi. Avec ses collègues de l'équipe de maintenance, il se bat contre les flots et frôle la mort pour « sauver l'outil ». Car la Kos, c'est le cœur de la ville, c'est elle qui fait vivre presque tout le monde ici. Et il y a de la restructuration dans l'air.

L'épaisseur de l'ouvrage ne doit effrayer personne : Mordillat a délibérément choisi un registre dépouillé (on dirait que ça relève d'un parti pris, écrire un roman-fléuve populaire). Les chapitres, très brefs, se succèdent à un rythme effréné et vous tiennent en haleine de bout en bout. Les personnages sont particulièrement attachants et l'intensité dramatique de leur histoire va crescendo jusqu'à l'épique affrontement final.

Vous l'aurez compris, voilà un roman social, à des années-lumière des canons de la mode littéraire nombriliste actuelle. Une fenêtre ouverte sur un monde ouvrier confronté à un capitalisme insaisissable et à ses acolytes industriels, politiques, médiatiques et policiers. Une « classe ouvrière » escamotée par les actualités, qui parlent désormais de « partenaires sociaux », et par les patrons, qui préfèrent - et l'on comprend le profit qu'ils en tirent - parler de leurs « collaborateurs ». A contre-courant, Mordillat s'intéresse « aux voix tues, aux voix étouffées, aux voix interdites ». Pour

lui, la classe ouvrière existe toujours belle et bien, et son rapport conflictuel avec les détenteurs du capital et le patronat tout autant. L'Histoire n'est pas finie, contrairement à ce que voudraient croire (et nous faire croire) ceux à qui profite le crime.

Ce n'est pourtant pas un ouvrage militant que je vous recommande. Du moins pas au sens péjoratif du terme. Rien de pontifiant, de dogmatique ou de manichéen, ici.

Au cœur de l'histoire, il y a un jeune couple, Rudi et Dallas. De l'amour, beaucoup d'amour. De la passion, des trahisons et des lâchetés aussi. Ils ont un enfant, bientôt deux, ils viennent d'acheter une maison dans un nouveau lotissement à la lisière de la ville et vont être plongés dans des difficultés qui ressemblent de plus en plus à une noyade. Pas moins d'une cinquantaine de personnages gravitent autour d'eux.

Tous parfaitement campés par l'écrivain. Une communauté. Avec ses solidarités. Ses luttes. Ses doutes. Ses conflits.

Comme son illustre modèle américain, Mordillat réussit à mettre deux fers au feu. D'une part, il passe au vitriol ceux qui se trouvent du côté où il fait bon vivre, celui du profit. Il décrit avec minutie leurs stratégies manipulatoires et la « mécanique » qui conduit la ville au sinistre : restructuration, concentration, délocalisation, rachat, fermeture... Au cœur du conflit, les différentes positions syndicales, des plus radicales aux plus dociles, en passant par les pragmatiques, sont parfaitement rendues. D'autre part, l'écrivain nous fait vivre l'histoire au travers de quelques destins particuliers pris dans la tourmente.

En interview, il nous livre encore cette clé : « Je suis parti de la réflexion suivante : l'écart est de plus en plus grand entre riches et pauvres. Grâce aux luttes sociales menées jusqu'ici, il est « acceptable » en France. Mais jusqu'à quand ? Les « vivants », même s'ils sont de plus en plus minoritaires, sont pour moi ceux qui sont capables de dire non au capitalisme, au libéralisme galopant ; car il n'y a pas qu'une seule lecture possible de l'économie et du social... Ceux qui ne disent pas non sont morts... Les Vivants et les Morts se termine par : « Ils endurent ». J'aime ce verbe « endurent » ; il dit la dureté de la situation, mais il dit aussi la durée. Autrement dit, c'est dur, mais il ne faut pas renoncer. On peut dire non à la mondialisation. Ce n'est pas parce que les choses sont inéluctables qu'il faut renoncer à lutter contre. »

Belgique-België  
P.B.  
1160 Bruxelles 16  
1/4273

Trimestriel  
N°31, septembre 2007  
Dépôt: Bruxelles 16  
e.r.: J.P. Kerckhofs  
av. des Volontaires, 103  
bte 6, 1160 Bruxelles